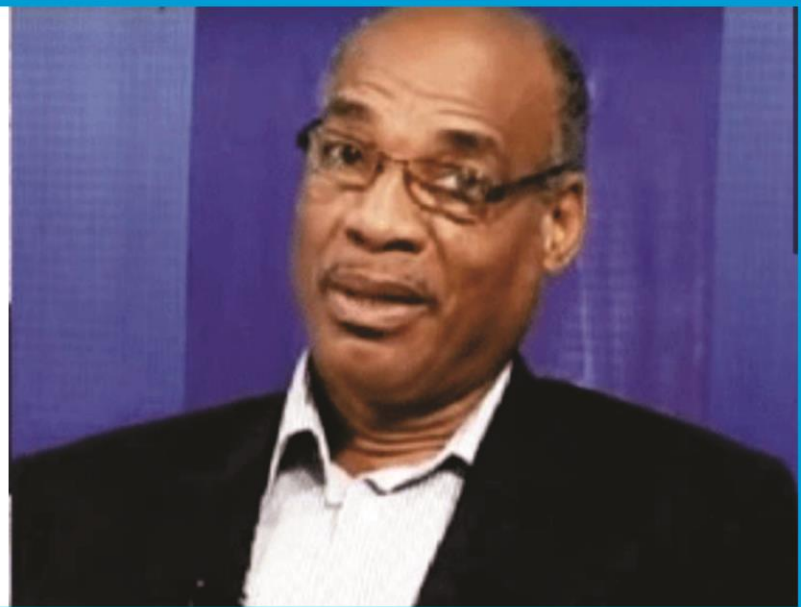




**VISITE DU PREMIER MINISTRE ESPAGNOL,
PEDRO SANCHEZ EN CHINE**

**" PEU IMPORTE
LA COULEUR DU CHAT,
POURVU QU'IL ATTRAPE
LA SOURIS!"**

**À quand
les élections
pour en finir
avec
la transition ?**



Marc Vella:

**Encipai,
une belle
histoire
d'alignement**



CHINE ET TAIWAN:

**VERS
LA
RÉCONCILIATION ?**



“ PEU IMPORTE LA COULEUR DU CHAT, POURVU QU’IL ATTRAPE LA SOURIS!”

Par Jean Hénoc Faroul



De gauche à droite : Pedro Sanchez et Xi Jinping

Le Premier Ministre d’Espagne, **Pedro Sanchez**, est arrivé à Pékin le Dimanche 12 Avril 2026 pour une visite officielle de trois jours, sa quatrième en Chine en l’espace de quatre ans. Il a eu d’importantes rencontres avec le Numéro Un chinois, **Xi Jinping**, en plus du Premier Ministre **Li Qiang** et le Président du Comité Permanent de l’Assemblée Nationale Populaire (Parlement) chinois, **Zhao Leji**. Au cours de ces réunions, ils ont élaboré sur l’état des relations entre l’Espagne et la Chine.

À cette occasion, le Président **Xi Jinping** a déclaré, alors que Sanchez prenait note: << *Je suis heureux de rencontrer encore M. Sanchez. C’est votre 4^e visite en Chine en 4 ans. À un moment où le monde est plongé dans le chaos, et l’ordre international est désorganisé, la manière dont un pays traite le droit et l’ordre internationaux, reflète sa vision du monde, ses valeurs, son ambition et son sens des responsabilités. La Chine et l’Espagne sont deux nations attachées à des principes de*

justice, et désireuses de se ranger du bon côté de l’histoire. Nous devons renforcer la communication, consolider la confiance mutuelle et approfondir la coopération. Ensemble, nous devons nous opposer à tout retour à la loi du plus fort, préserver conjointement un véritable multilatéralisme et protéger la paix et le développement dans le monde. >>

*Dans son discours responsif, **Pedro Sanchez** a dit : << Monsieur le Président Xi, c’est un réel plaisir de vous revoir. Aujourd’hui, nous travaillons avec la Chine au lancement d’un dialogue stratégique entre nos deux pays afin de renforcer davantage nos liens. Nous, Espagnols, sommes un peuple amical et constructif, riche d’une longue histoire, à l’instar de la Chine. Nous sommes un pays stable et prévisible, car nous savons que seul cet esprit nous conduira à une prospérité et une paix durables. >>*

Page suivante

Pedro Sanchez : un homme convaincu :

Pragmatique, le Président du Gouvernement Espagnol dont le pays est un membre majeur de l'OTAN, a toujours cherché à renforcer la coopération économique, et peut-être également les liens politiques, avec la République Populaire de Chine.

Mieux ou pis encore, le leader socialiste espagnol a encouragé la Chine à jouer un plus grand rôle dans ce monde qu'il veut être multipolaire. << *La Chine peut faire mieux. Par exemple, exiger que le droit international soit respecté et que cessent les conflits au Liban, en Iran, à Gaza, sur la rive occidentale (du Jourdain, Cisjordanie) et en Ukraine.* >>, tels furent ses propos le Lundi 13 Avril à l'Université Tsinghua de la capitale chinoise. Toutefois, il en a profité pour exhorter la Chine à s'ouvrir davantage aux produits européens, en vue d'amoinrir le déséquilibre commercial, potentiel vecteur de 'souffrances sociales' et de 'poussées isolationnistes'. Le déficit commercial de l'Espagne face à la Chine en 2025, représentait 42,3 milliards d'euros, soit 74% de son déficit commercial total.

Certains analystes politiques pensent, et des officiels espagnols le disent, que Pedro Sanchez voudrait :

- diversifier sans exclusive les relations de l'Espagne avec les plus grandes puissances du Monde, anciennes ou émergentes ;
- attirer les investissements chinois ;
- augmenter les exportations espagnoles.

Dans cette perspective, on s'attendait donc à voir la signature d'accords stratégiques entre l'Espagne et la Chine Populaire, au terme de cette visite. Après la Slovaquie et la Hongrie, l'Espagne, un membre fondateur de l'Union Européenne, aura emboité le pas dans la quête de meilleurs avantages socio-économiques par le renforcement des liens avec la deuxième ou la première puissance économique du Monde, sans aucun complexe ni retenue de langage.

Rien de plus légitime, sauf que ces démarches interviennent à un moment très critique où la Chine, indirectement, et les USA, directement, se battent au Moyen-Orient, dans un autre épisode de la lutte entre le Monde unipolaire en déclin et la réémergence d'un Monde multipolaire, avec la différence que cette fois-ci, les enjeux s'avèrent plus économiques qu'idéologiques.

Le contexte de cette visite :



Guerre au Moyen-Orient

L'Espagne sous Pedro Sanchez et les USA de Donald Trump sont en mésintelligence depuis belle lurette. Madrid a été la première capitale d'Europe à interdire à Trump l'utilisation de bases US sur son territoire pour réaliser des frappes en Iran. Elle a également refusé de prendre part à une coalition militaire occidentale pour rouvrir le détroit d'Hormuz aux ennemis de l'Iran. La France de Macron avait de même opposé son veto au

Elle a eu lieu dans un contexte explosif, en raison de la guerre USA/Israël contre l'Iran, et le blocus naval imposé par Donald Trump le lundi 13 avril 2026 sur le Détroit d'Hormuz par où transitent environ 50% du carburant consommé en Chine. Trump et Xi, doivent également se rencontrer à Pékin dans les semaines à venir. Il est vrai que la grande majorité des leaders européens, pour ne pas dire la totalité, désapprouve la nouvelle attaque du couple Trump/Netanyahou contre l'Iran, même s'ils ne soutiennent pas la République Islamique. Toutefois, il faut avoir du courage et de la détermination pour entreprendre cette visite officielle, dont, il est vrai, on ne sait depuis quand elle avait été programmée.

Conseil de Sécurité de l'ONU à une intervention internationale armée au Détroit. En signe de reconnaissance, l'Iran avait autorisé les navires espagnols et français à y transiter sans problème. Cela avait mis en colère Trump qui a menacé l'Espagne de toutes les représailles, en termes de coopération économique et militaire.

Page suivante

Le sens d'une telle visite :

Le Premier Ministre Espagnol a fait tout haut, ce que d'aucuns pensent tout bas : s'ouvrir sur la Chine pour en tirer les bénéfices, sans tourner le dos aux USA. Les agissements, l'imprévisibilité, les ordres, les ultimatums de Donald Trump ont humilié, fait peur à ses alliés traditionnels. Tout comme on lui reproche des sorties en dehors du droit international. **Respect du droit international** et **pré-vi-si-bi-li-té**, sont les maîtres-mots

du discours européen aujourd'hui quand on parle des États-Unis d'Amérique et de Donald Trump. Ce dernier ne s'est peut-être pas rendu compte qu'il affaiblissait sans le vouloir l'Amérique qu'il voudrait rendre "Great Again". Au contraire, sa guerre en Iran a eu déjà la maladresse de montrer les faiblesses militaires de Washington, et aux alliés qu'ils vivaient dans une certaine illusion de "parapluie étatsunien".



Pedro Fernandez (au centre) visitant des industries chinoises. Vers les transferts de technologie chinoise en Espagne.

Les retombées de cette visite:

Le Président du Gouvernement et du Conseil des Ministres espagnol, **Pedro Sanchez** et le Premier Ministre chinois, **Li Qiang**, ont signé 19 accords commerciaux et de coopération (Mémoire d'Entente ou MoU), qui embrassent des domaines divers, comme le secteur agroalimentaire, les transports durables et leurs infrastructures, la foresterie et la biodiversité, l'éducation, la culture et la science et l'exploration de l'Univers. <<Afin d'équilibrer les relations économiques et commerciales, des accords ont été signés pour le développement économique et la promotion du commerce et des investissements.>>, a dit le Gouvernement

espagnol.

<< Le mécanisme de dialogue stratégique diplomatique facilitera la communication en assurant la régularité et la planification des réunions de haut niveau entre les deux pays. Ce dialogue, piloté par les ministres des Affaires étrangères, permettra à l'Espagne de disposer d'un instrument similaire à ceux déjà en place par d'autres grands pays de l'Union européenne, tels que la France et l'Allemagne.>>, a ajouté la Primature espagnole.



De gauche à droite : la délégation chinoise et la délégation espagnole. Des drapeaux, tous deux jaunes et rouges.

Dans son pragmatisme, l'ancien Président chinois **Deng Xiao Ping** (1978-1989), avait laissé tomber l'orthodoxie communiste pour engager des réformes économiques libérales. Son '*économie de marché socialiste*' qui donne des résultats si spectaculaires aujourd'hui, a fait de lui l'architecte de la Chine moderne. À ses contempteurs orthodoxes maoïstes, il avait répondu : << **Peu importe la**

couleur du chat, pourvu qu'il attrape la souris !>>.

Pedro Sanchez, veut-il faire siens ces propos du '*petit timonier*'.

Est-il en train de faire école ?

Seul l'avenir pourra le dire !

Me. Jean Hénoc Faroul, M.A

- *Maitre en Droit/Relations Internationales,*
- *Licencié en Droit,*
- *Licencié en Communication Sociale,*
- *Certifié en Administration Publique,*
- *Certifié en Analyse de l'Information (ONU, Norwegian Defence International Center, NODEFIC, Oslo, Norvège*
- *Certifié en Droits Humains (Université du Pays Basque, Espagne),*
- *Journaliste de carrière,*
- *Ancien fonctionnaire de l'ONU,*
- *Ancien cadre du Programme d'Appui aux Partis Politiques du National Democratic Institute (NDI)*



Magazine « Haïti-Espoir »

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

POSITION IRANIENNE APRÈS L'ÉCHEC DES POURPARLERS D'ISLAMABAD

Le Guide Suprême : M. Mojtaba Khamenei :



L'Ayatollah Mojtaba Khamenei, Guide Suprême de la République Islamique d'Iran

<< Nous vous promettons que nous aurons l'avantage lors de la reprise des hostilités. Nous n'attendons pas votre arrivée ; nous commencerons à frapper Tel Aviv de toutes nos forces, et nous ne laisserons aucun centre énergétique opérationnel dans la ville après aujourd'hui. >>

<< Nous avons choisi cette trêve comme votre dernière chance, mais par Dieu

<< Nous étions absolument certains que vous aviez demandé la trêve afin de reconstituer vos stocks de navires et d'armements après l'épuisement de vos réserves de défense aérienne ; mais nous souhaitions montrer au monde entier l'étendue de votre folie et de votre faiblesse. >>

<< Nous vous le disons, le stock que vous déploierez dans les deux semaines sera épuisé en deux jours seulement, car nous possédons un stock de missiles et de drones que vous ne pourrez épuiser en dix ans. Nous travaillons sans relâche, et pour chaque missile perdu, nous le remplaçons par mille. C'est très facile pour nous, et il n'y a pas lieu de s'inquiéter. >>

,après aujourd'hui, il n'y aura ni trêve ni négociation, et l'issue de cette bataille décisive sera la victoire ou le martyr. >>

<< Si vous revenez, nous reviendrons, et Dieu reviendra avec nous. La victoire ne vient que de Dieu Tout-Puissant. >>

14 Avril 2026

Le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères iranien, Esmail Baqaeil :

<< Ce cycle de négociations s'est déroulé après une quarantaine de jours de guerre impose et quelques jours seulement après le cessez-le-feu dans un climat de méfiance, de suspicion et d'hostilité. Quoiqu'il en soit, la partie américaine a commis une incursion militaire contre la République Islamique d'Iran, de concert avec le régime sioniste pour la deuxième fois en neuf mois. Il était donc naturel dès le départ de ne pas espérer parvenir à un accord en une seule session. >>

Source Al Jazeera

Le Président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf :

<< Si vous vous battez, nous nous battons, et si vous avancez des arguments logiques, nous répondrons par des arguments logiques.>>

<< L'Iran ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire,

<< Le succès de ce processus diplomatique dépend du sérieux et de la bonne foi de la partie adverse, de son refus de formuler des exigences excessives et des demandes illégales, ainsi que la reconnaissance des droits et intérêts légitimes de l'Iran. >>

<< Le détroit d'Hormuz, la question nucléaire, les réparations de guerre, la levée des sanctions et la fin totale de la guerre contre l'Iran. >>

mais il a le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ce droit est incontestable et doit être reconnu >>, a dit un officiel iranien.

POSITION DES USA APRÈS L'ÉCHEC DES POURPARLERS D'ISLAMABAD

Le Président des USA, Donald Trump:



Donald Trump, le 12 Avril 2026, à La Maison Blanche. Credit/Photo : Israël Times.

<< C'est l'atout dont dispose le Président si l'Iran refuse de céder: un blocus naval. >>

<< J'ai également ordonné à notre marine de rechercher et d'intercepter tout navire se trouvant dans les eaux internationales et ayant payé un péage à l'Iran. Nul ne pourra naviguer en toute sécurité en haute mer s'il paie un péage illégal. >>

<< Tout Iranien qui tire sur nous ou sur des navires pacifiques sera réduit en cendres ! >>

<< L'Iran sait mieux que quiconque comment mettre fin à cette situation qui a déjà ravagé son pays. >>

<< Nous ratissons le détroit. Qu'un accord soit conclu ou non m'est égal. >>

<< Je pourrais entrer dans les détails et parler de tout ce qui a été obtenu, mais une seule chose compte : l'Iran refuse d'abandonner ses ambitions nucléaires. >>

<< À bien des égards, les points sur lesquels nous nous sommes entendus sont préférables à la poursuite de nos opérations militaires jusqu'à leur terme, mais tous ces points sont insignifiants comparés au fait de laisser l'énergie nucléaire entre les mains d'un peuple aussi instable, difficile et imprévisible >>.

Le Vice-Président des USA, JD Vance, a déclaré :

<< La mauvaise nouvelle, c'est que nous ne sommes pas parvenus à un accord, et je pense que c'est une bien pire nouvelle pour l'Iran que pour les Etats-Unis d'Amérique. >>

<< Nous avons besoin d'un engagement formel de leur part selon lequel ils ne chercheront pas à se doter d'une arme nucléaire et ne chercheront pas à se procurer les moyens qui leur permettraient d'en fabriquer une rapidement. >>

<< C'est l'objectif principal du Président des Etats-Unis, et c'est ce que nous avons tenté d'obtenir à travers ces négociations. >> ...

<< Nous avons besoin d'un engagement ferme de leur part, stipulant qu'ils ne chercheront pas à se doter de l'arme nucléaire, ni des moyens qui leur permettraient d'y parvenir rapidement >> .



Le Vice-Président des USA. JD Vance.

POSITION DU PAKISTAN APRÈS L'ÉCHEC DES POUR PARLERS D'ISLAMABAD

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Ishaq Dar :



Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Ishaq Dar :

<< Il est temps pour les Etats-Unis de décider s'ils peuvent gagner notre confiance ou pas.>>

« Il est impératif que les parties continuent à respecter leur engagement en faveur du cessez-le-feu »

Il espère que les deux parties *« poursuivent dans cet esprit positif afin de parvenir à une paix durable et à la prospérité pour l'ensemble de la région et au-delà »*

Il a fait part de la volonté du Pakistan de continuer à jouer son rôle pour *« faciliter l'engagement et le dialogue »* entre les deux belligérants.

Magazine « Haïti-Espoir »

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

CHINE ET TAIWAN: VERS LA RÉCONCILIATION!

Par Jean Hénoc Faroul



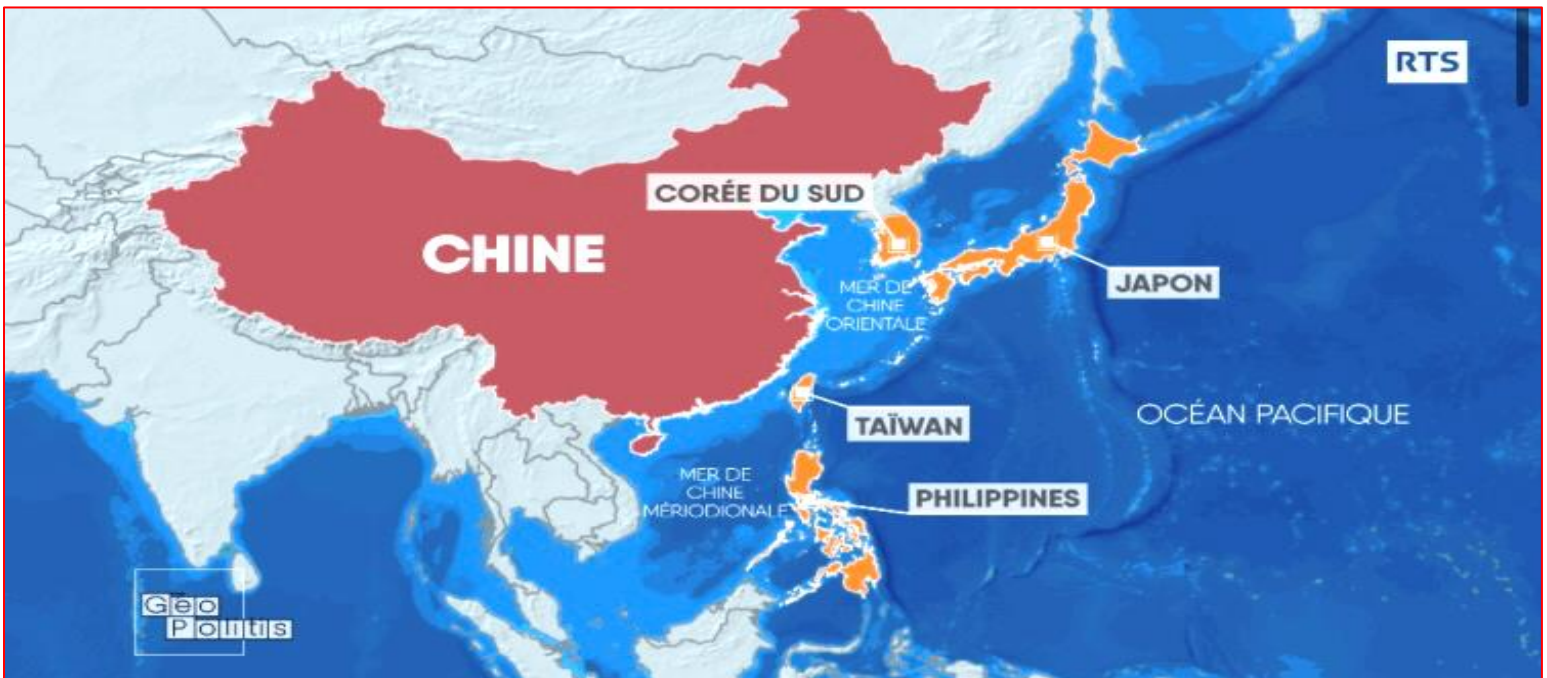
Le Président de la République Populaire de Chine, **Xi Jinping**, et le leader de l'opposition Taiwanaise, **Cheng Li-Wun**, se sont rencontrés au Grand Salon du Peuple à Pékin le Vendredi 10 Avril 2026. Cette dernière est arrivée en Chine continentale à la tête d'une délégation pour un séjour de plusieurs jours au cours duquel elle a visité des lieux historiques communs entre les "deux" peuples, et des fleurons industriels, technologiques et d'ingénierie réalisés par la grande Chine depuis des décennies.

C'est la première reprise de communication de haut niveau entre les parties chinoise et taiwanaise depuis 10 ans : Pékin avait rompu les contacts en signe de protestation contre le refus du Gouvernement Taiwanais d'alors d'accepter le concept d'une seule Nation chinoise.

Il s'agit d'une rencontre empreinte de concorde et de compréhension mutuelle, où le leader du *Parti Communiste Chinois* (PCC) et celle du *Kouo-Min-Tang* (KMT) ou Parti Nationaliste Chinois, ont été sur la même longueur d'onde. Ce que les tenants du *Parti Progressiste Démocratique* (PPD) au pouvoir à Taipei, ont critiqué.

A bien regarder, c'était une visite de charme pour **Xi** et une façon pour Cheng de convaincre ses concitoyens opposés à la réunification que leurs craintes, hésitations et refus catégoriques, ne sont pas justifiés, ni ne valent une guerre fratricide destructrice.

<< Notre territoire est indivisible. >>



L'Extrême Orient (Far East) et la République Populaire de Chine.

Le Président de la République Populaire de Chine, **Xi Jinping**, a repris comme un dogme le principe d'indivisibilité du territoire chinois, lors de sa rencontre avec le leader de l'opposition Taiwanaise. Cheng en est déjà convaincue ; les vrais destinataires du message seraient donc les habitants de Taiwan et les dirigeants du parti au Pouvoir à Taipei.

<<Les compatriotes des deux côtés du détroit de Taïwan appartiennent à la nation chinoise, forte d'une histoire civilisationnelle de cinq mille ans. Les peuples de tous les groupes ethniques, y compris les Taïwanais, ont collectivement œuvré à la conquête du vaste territoire de la patrie, fondé un État multiethnique unifié, écrit la glorieuse histoire de la Chine, créé la splendide civilisation chinoise et nourri le grand esprit national. Nous partageons la conviction que notre territoire est indivisible, que notre État ne doit pas sombrer dans le chaos, que notre nation ne doit pas se désunir et que notre civilisation ne doit pas être fragmentée – une conviction qui guide la nation chinoise dans sa quête constante de perfectionnement et dans la pérennité de la civilisation chinoise. >>, a déclaré Xi.

Ce à quoi, **Cheng Li-Wun** a répondu en ces termes :

<< Sous la direction du Secrétaire Général Xi Jinping, le développement hors du continent a réalisé des progrès extraordinaires et poursuit son essor. Le quinzième plan quinquennal vient de commencer et promet d'atteindre de nouveaux sommets, ce qui est très attendu. >> Ces propos de Cheng se dirigent également à ses concitoyens

de l'autre côté de cet autre détroit problématique, celui de Taiwan.

En mettant l'accent sur les progrès économiques et les avancées technologiques en cours sur le continent, Cheng veut soustraire à certains Taiwanais leur argumentation habituelle et leur refus de s'unir à une Chine continentale sous-développée où des concitoyens retardés rabaisseraient leur niveau de vie. Il reste quand même l'argument de la liberté, car si la Chine communiste a fait des concessions sur le plan de la liberté d'entreprise, les libertés civiles et politiques y sont encore restreintes.

<< Les valeurs fondamentales de l'idéal de Sun Yat-sen, « tous sous le ciel sont égaux », ont toujours été l'égalité, l'inclusion et l'unité. Nous devons œuvrer ensemble pour promouvoir la réconciliation et l'unité de part et d'autre du détroit de Taïwan et instaurer la prospérité et la paix régionales. Le Parti nationaliste chinois a bâti avec succès à Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu une société exemplaire, fondée sur la démocratie, la liberté, l'État de droit et une prospérité partagée. De même, en Chine continentale, nous avons constaté des progrès et un développement qui ont dépassé toutes les espérances. >>

Cette rencontre laisse entrevoir la réunification pacifique de Taiwan à la Chine continentale. S'opposant clairement à l'indépendance de Taiwan, Cheng croit que les leaders chinois et taiwanais devraient travailler pour *<<transcender la confrontation politique et l'hostilité mutuelle.>>*

Le contexte de la rencontre : Guerre au Moyen Orient et Sommet Xi-Trump :

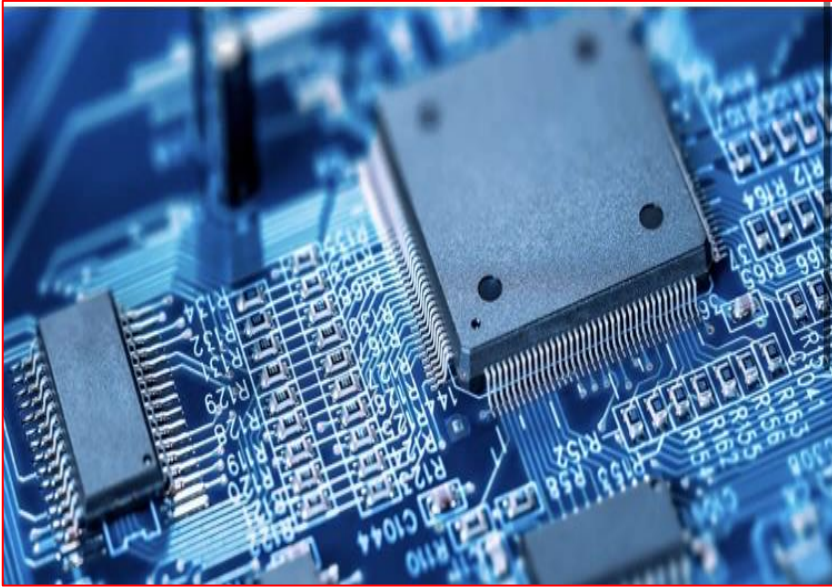


On ne sait pas depuis quand cette rencontre a été planifiée, mais elle a eu lieu dans un contexte bien particulier. Premièrement, elle précède le sommet entre Donald Trump et Xi Jinping à Pékin dans les jours à venir. Deuxièmement, elle intervient à un moment où les deux plus grands ennemis de la Chine Populaire – les USA et Israël – sont tenus en échec par l'Armée iranienne après 40 jours de combat. La finalité non déclarée de cette guerre, serait précisément de sauver le *pétrodollar* face à la montée du *yuan* chinois, et de stopper les avancées économiques et politiques de l'Iran au Moyen-Orient, par le biais de sa *route de la soie*.

Pékin a profité de la Guerre USA/Israël contre l'Iran pour encercler l'île rebelle que les Chinois s'étaient promis de ramener dans leur giron au cours de l'année 2026. D'aucuns pensaient que l'Armée Populaire allait envahir Taiwan, au moment où les USA, visiblement affaiblis par les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, ne pourraient soutenir un autre affrontement, de surcroît, avec une superpuissance comme Pékin.

L'Iran ayant montré les faiblesses et les limites militaires des USA et d'Israël, les Taiwanais se seraient peut-être dit qu'après tout, à quoi servira-t-il d'engager une guerre destructrice et perdue d'avance ? Peut-être qu'aussi de nombreux Taiwanais sont partisans d'une seule Chine, vu que la Chine populaire est devenue une nation moderne qui a abandonné, presque sans le dire, la défroque communiste pour une société plus libérale.

Les vrais perdants de la réunification chinoise :



Taiwan : la République des semi-conducteurs

Les vrais perdants dans toute réunification chinoise, restent et demeurent les puissances rivales de la Chine populaire : ceux que son essor économique, militaire et diplomatique dérange. Une Chine réunifiée aura le contrôle de la production presque totale des semi-conducteurs, alors que déjà elle contrôle 90% de l'exploitation et du raffinement des terres rares, sur fond d'un accès privilégié au pétrole, au gaz naturel et autres ressources du Golfe Arabo-Persique. Serait donc imperturbable l'émergence d'un monde multipolaire sur les décombres de l'unipolarisme étasunien qui date depuis 80 ans, et de la domination du pétrodollar depuis le 15 Août 1971.

A propos de Taiwan :

L'île de Taiwan, anciennement dénommée "Formose" par les colons Portugais vers les années 1540, a toujours été rattachée à la Chine continentale. Afin de combattre l'occupation de l'empire japonais, les taiwanais avaient créé en Mai 1895 une république autonome. En Octobre 1945, après la Deuxième Guerre Mondiale et la défaite du Japon, sous la Présidence de **Tchang Kaï- Chek**, la Chine avait repris l'administration de Taiwan. Ayant perdu la guerre civile face aux communistes de **Mao Tse Toung** en Décembre 1949, les débris de l'Armée de Tchang Kaï- Chek se réfugièrent sur la petite île de Taiwan, devenue ainsi le territoire de la "République de Chine".

Curieusement, jusqu'en 1971, la petite Chine a été considérée à l'ONU comme les seuls représentants du peuple chinois, au détriment de la grande Chine continentale ou *République Populaire de Chine*. Aujourd'hui, Taïwan n'est pas un *pays*, car elle n'est pas

reconnue par l'ONU. Juridiquement, l'île fait partie de la République Populaire de Chine. Mais, pour des raisons économiques et géopolitiques occidentales, elle fonctionne indépendamment de Pékin qui a juré de la ramener dans la grande famille chinoise.

Me. Jean Hénoc Faroul, M.A

- *Maitre en Droit/Relations Internationales,*
- *Licencié en Droit,*
- *Licencié en Communication Sociale,*
- *Certifié en Administration Publique,*
- *Certifié en Analyse de l'Information (ONU, Norwegian Defence International Center, NODEFIC, Oslo, Norvège*
- *Certifié en Droits Humains (Université du Pays Basque, Espagne),*
- *Journaliste de carrière,*
- *Ancien fonctionnaire de l'ONU,*
- *Ancien cadre du Programme d'Appui aux Partis Politiques du National Democratic Institute (NDI)*

FICHE HISTORIQUE ET TECHNIQUE DE LA CITADELLE DU ROI HENRY

Un chef-d'œuvre de défense, symbole de liberté et de souveraineté

Par Evans PAUL Ancien Premier Ministre de la République d'Haïti



La citadelle Laferrière, sur la cime du Bonnet-à-Évêque, Nord d'Haïti.

Dans cette conjoncture marquée par de fortes incertitudes :

- La menace persistante d'une reconquête coloniale française ;
- La nécessité d'organiser la défense du jeune État haïtien ; la Citadelle répond à une logique claire et stratégique : assurer durablement la pérennité de la liberté conquise par la bravoure.

IMPORTANCE DE L'OUVRAGE

La Citadelle est à la fois :

- Une forteresse militaire majeure ;
- Un symbole de souveraineté nationale ;
- L'une des plus grandes forteresses des Amériques.

Elle incarne la capacité d'un peuple anciennement asservi à concevoir et réaliser une œuvre stratégique d'une telle envergure.

DONNÉES TECHNIQUES ESSENTIELLES

- Superficie : environ 10 000 m²
- Altitude : environ 900 mètres
- Hauteur des murs : jusqu'à 40 mètres
- Artillerie : environ 300 à 365 canons

CONSTRUCTION ET MAIN-D'ŒUVRE

- Période de construction : 1805 – 1820 (environ 15 ans)
- Main-d'œuvre : plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers
- Encadrement technique : ingénieurs européens et artisans haïtiens

LIEU ET IMPLANTATION STRATÉGIQUE

La Citadelle du Roi Henry est située dans le Nord d'Haïti, au sommet du massif du Bonnet à l'Évêque, à environ 900 mètres d'altitude.

Cette position dominante permet de surveiller la grande plaine du Nord ainsi que les accès maritimes, faisant de la montagne un véritable rempart naturel au service de la défense nationale.

CONTEXTE HISTORIQUE

L'édifice est conçu sous l'autorité du Roi Henry Christophe, dans les années qui suivent l'indépendance d'Haïti, proclamée le 1er janvier 1804.

Le chantier représente un effort national exceptionnel, mobilisant des ressources humaines et logistiques considérables.

COÛT HUMAIN

Les conditions de travail furent particulièrement éprouvantes :

- Nombre estimé de morts : jusqu'à 20 000

Ce coût humain considérable confère à l'ouvrage une dimension mémorielle et sacrificielle d'une grande profondeur.

MATÉRIAUX ET TECHNIQUES

- Pierres extraites directement sur le site ;
- Mortier renforcé (chaux, mélasse, liants organiques).

La montagne elle-même a servi de source de matériaux, intégrant l'ouvrage à son environnement naturel.

CAPACITÉ LOGISTIQUE ET MILITAIRE

- Capacité d'accueil : environ 5 000 soldats
- Autonomie : possibilité de résister jusqu'à un an en cas de siège
- Réserves stratégiques :
 - Eau
 - Nourriture
 - Munitions

COÛT DE LA CONSTRUCTION

Le coût financier exact de la Citadelle n'est pas précisément documenté.

Toutefois, il est unanimement reconnu comme très élevé, mobilisant :

- Des ressources humaines massives ;
- Une logistique nationale considérable.

Le coût réel de l'ouvrage est à la fois économique et humain.

UN SYSTÈME STRATÉGIQUE : CITADELLE, RAMIERS ET SANS-SOUCI

La Citadelle s'inscrit dans un ensemble structuré et cohérent :

- Palais Royal de Milot (Sans-Souci) : centre du pouvoir politique ;
- Ramiers : installations militaires intermédiaires ;
- Citadelle : forteresse ultime.

Cet ensemble constitue un système intégré de gouvernance, de contrôle et de défense.

IMPORTANCE INTERNATIONALE

La Citadelle est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1982.

Elle est reconnue pour :

- Sa valeur universelle exceptionnelle ;
- Son lien avec la première République nègre indépendante ;
- Son caractère unique dans l'histoire mondiale.

SYNTHÈSE

La Citadelle du Roi Henry est :

- Une œuvre d'ingénierie remarquable ;
- Un outil stratégique de défense ;
- Un symbole universel de liberté.

Elle témoigne avec force que l'indépendance d'Haïti ne fut pas seulement proclamée, mais pensée, organisée et protégée avec rigueur et détermination.

CENTRE ABC

ATIZAN BON CHANJMAN

Evans PAUL

Ancien Premier Ministre de la République d'Haïti

Delmas, Haïti, Mercredi 15 avril 2026

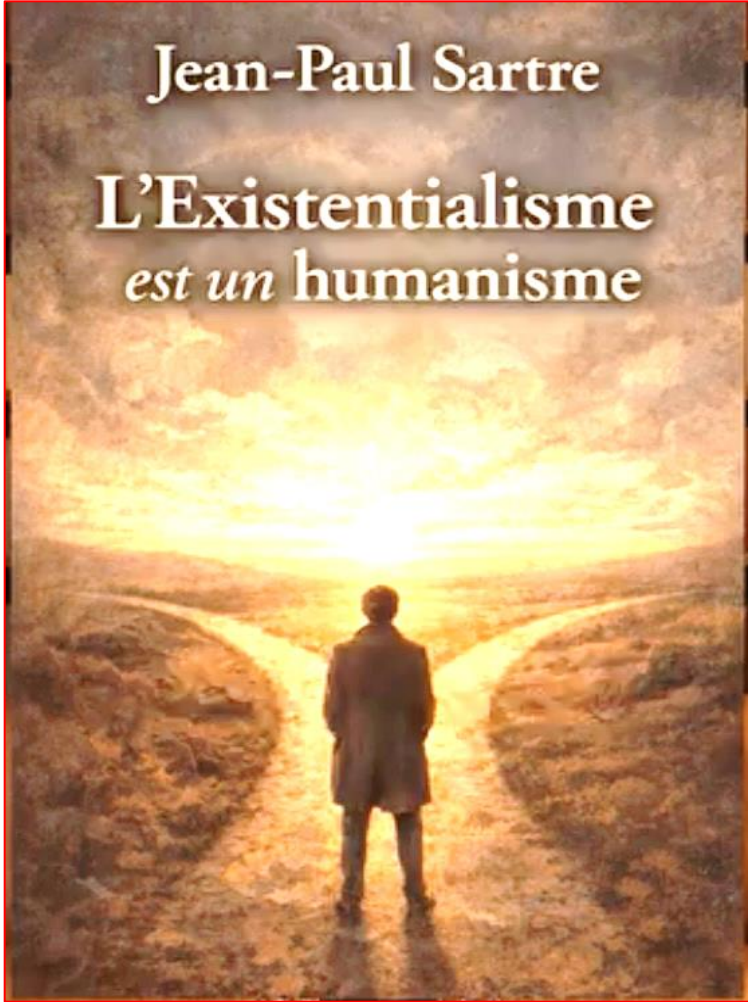
Des vues de la Citadelle Henry, du Palais de Sans-Souci et du site des Ramiers





“L'existentialisme est un humanisme”

De Jean-Paul Sartre



Mais cette liberté est aussi source d'angoisse, car choisir, c'est assumer pleinement les conséquences de ses actes. En se choisissant lui-même, l'homme propose en même temps une certaine image de l'humanité, puisque ses choix expriment ce qu'il juge valable pour tous. Sartre insiste ainsi sur la responsabilité universelle de chaque individu.

Nous sommes responsables de nous-mêmes, et en un sens, responsables de tous. Refuser de choisir ou se cacher derrière les circonstances, revient à agir de mauvaise foi, c'est-à-dire à fuir sa liberté. L'existentialisme invite au contraire à vivre de manière authentique, en assumant ses décisions sans se mentir.

Contrairement aux critiques, Sartre affirme que cette

Mais que signifie vraiment cette formule devenue célèbre ? L'existence précède l'essence.

Et pourquoi Sartre affirme-t-il que l'existentialisme, souvent critiqué comme une philosophie du désespoir, est au contraire une pensée profondément humaniste ?

Publié en 1946, ce texte est à l'origine une conférence destinée à défendre l'existentialisme contre ses détracteurs. Sartre y répond aux accusations selon lesquelles sa philosophie serait pessimiste, amoral ou individualiste. Il explique que, pour l'existentialisme athée, il n'existe pas de nature humaine prédéfinie par Dieu.

L'homme n'est pas créé selon un modèle fixé à l'avance. **Il existe d'abord, puis se définit progressivement par ses choix et ses actes.** Autrement dit, **l'existence précède l'essence.**

Cette idée place la liberté au cœur de la condition humaine. L'homme est entièrement libre et ne peut se réfugier derrière des excuses, la fatalité ou une prétendue nature humaine. Chaque décision engage sa responsabilité.

philosophie n'est pas un appel au désespoir mais à l'action. Même dans **un monde sans Dieu et sans valeur toute faite**, l'homme peut donner un sens à sa vie par ses engagements, ses projets et sa relation aux autres. **L'existentialisme devient ainsi un humanisme**, parce qu'il reconnaît à l'homme la dignité et la responsabilité de se construire lui-même.

L'œuvre défend finalement une idée exigeante mais libératrice. **L'homme n'est rien d'autre que ce qu'il fait de lui-même**, et sa liberté, aussi lourde soit-elle, est la source même de sa grandeur.

Livres pour Mieux Vivre



Jean-Paul Sartre

Lancement d'une mission d'audit au BMPAD :

Un engagement renforcé en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance



Dans le cadre du renforcement des principes de transparence et de bonne gouvernance, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA), de concert avec le BMPAD, a procédé, le jeudi 9 avril 2026, au lancement officiel d'une mission d'audit à Pétion-Ville.

Cette séance de lancement a réuni les représentants des deux institutions autour d'un objectif commun : veiller à une gestion rigoureuse, efficiente et conforme des ressources publiques. À cette occasion, la Cour a salué la diligence du BMPAD dans la mise à disposition des informations, tout en recommandant la transmission de documents complémentaires nécessaires au bon déroulement des travaux.

La mission d'audit porte spécifiquement sur les opérations de monétisation des ressources au titre des exercices fiscaux 2022–2023 et 2023–2024, ainsi que sur les activités liées au programme KR 2020, notamment la réception, l'entreposage et la commercialisation des produits.

millions de gourdes, et les réalisations effectives du BMPAD, qui s'élèvent à 205 millions de gourdes, soit une plus-value de 137 millions de gourdes. Ces données feront l'objet d'analyses approfondies dans le cadre de la mission.

Les travaux d'audit porteront notamment sur le respect des obligations contractuelles, l'efficacité des dispositifs de contrôle interne, la conformité des interventions aux orientations gouvernementales, ainsi que sur les mécanismes de gestion et de suivi mis en place.

Structurée en phases de planification, d'exécution et de rédaction, la mission devrait s'achever à la fin du mois d'avril 2026.

Les deux institutions ont, par ailleurs, réaffirmé leur entière disponibilité à collaborer étroitement, dans le but d'assurer le succès de cette démarche, essentielle au renforcement de la confiance dans la gestion des finances publiques.

BMPAD

Magazine « Haïti-Espoir »

*Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir »,
aller à : jhfaroul@yahoo.com*

Le pari réussi du PM Alix Didier Fils-Aimé au BMPAD



Me. Stevenson Jacques THIMOLÉON.

L'Art de la Gouvernance Chirurgicale Dès sa prise de fonction, Me. THIMOLÉON a fait preuve d'une dextérité rare dans le maniement des leviers de l'État. Loin des effets de manche, son approche se caractérise par une franchise chirurgicale vis-à-vis des réalités budgétaires. Là où d'autres se seraient enlisés dans le déni, il a choisi la transparence absolue, notamment lors de sa récente séance de travail avec le syndicat (SE-BMPAD).

Ce dialogue social n'est pas une simple formalité ; c'est une technique de management avancée. En conciliant l'autorité fonctionnelle et l'empathie humaine, il transforme ce que certains percevaient comme une austérité nécessaire en un pacte de survie institutionnelle. Sa méthode est claire :

Efficacité : Atteindre les objectifs de redressement malgré un environnement exogène complexe.

Efficiéce : Optimiser chaque ressource pour garantir que le BMPAD ne soit plus un poids, mais un moteur du développement national.

Un Signal Fort pour la Jeunesse et l'Avenir La jeunesse haïtienne, par ma voix, salue avec un ferveur patriotique cette nomination du Premier Ministre FILS-AIMÉ. Nous voyons en Me. THIMOLÉON l'incarnation du renouveau de l'élite administrative. Son leadership ne s'appuie pas

Dans la sémantique de la haute fonction publique, le passage de la gestion de crise à la réforme structurelle exige plus que de simples compétences administratives ; il requiert une vision. Aujourd'hui, le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) devient le théâtre d'une métamorphose institutionnelle sous l'impulsion magistrale de son nouveau Directeur Général, Me. Stevenson Jacques THIMOLÉON.

Pour la jeunesse haïtienne, observatrice rigoureuse et assoiffée de résultats, ce tournant ne relève pas du hasard. Il est le fruit d'un choix stratégique et éclairé de la part du Premier Ministre Alix Didier FILS-AIMÉ, qui a su identifier en Me. THIMOLÉON l'homme de la situation : un cadre de haut rang capable de substituer l'inertie par une dynamique de performance.

sur la coercition, mais sur une synthèse d'excellence entre les impératifs macro-économiques et le respect du droit social.

Le courage dont il fait preuve en envisageant une restructuration agile de l'institution prouve qu'il possède le "tact" politique nécessaire pour naviguer dans les eaux troubles de l'administration actuelle. Il ne se contente pas de diriger ; il architecture le futur.

L'Acte de Naissance d'un Nouveau BMPAD Sous l'égide de Me. Stevenson Jacques THIMOLÉON, le BMPAD retrouve ses lettres de noblesse. Ce que nous observons aujourd'hui est l'application rigoureuse d'une doctrine de gestion moderne où la responsabilité et la transparence sont les piliers de l'invulnérabilité institutionnelle. Le PM Alix Didier FILS-AIMÉ a eu le nez creux. En plaçant un technicien de cette envergure à la tête du Bureau, il envoie un message clair : l'heure est à l'excellence, au travail de terrain et à la pérennisation de nos structures. Le combat pour une Haïti forte passe par des institutions saines. Avec Me. THIMOLÉON, le BMPAD est désormais entre de bonnes mains.

L'heure est au travail, et le travail a commencé.

Nelson AUGUSTIN,

Magazine « Haïti-Espoir »

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

Une mission stratégique pour renforcer la transparence et l'impact des projets



Centre de santé de Thiotte construit par le BMPAD

Du 15 au 20 avril 2026, une délégation du Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) sera déployée dans les départements du Nord, du Nord-Est et du Centre, dans le cadre d'une mission de suivi et d'évaluation de plusieurs projets publics, avec l'appui des autorités locales.

Cette initiative, portée par la Direction Générale du BMPAD, s'inscrit dans une démarche d'audit des projets financés à travers les programmes d'investissement public (PIP). Elle vise à renforcer la transparence, la redevabilité et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques.

Sur le terrain, les équipes techniques auront pour mission de vérifier l'état d'avancement des travaux, leur

conformité aux normes établies ainsi que leur impact réel sur les communautés bénéficiaires.

Dans le Nord-Est, l'accent sera mis sur un projet d'infrastructures routières, notamment le bétonnage de plusieurs axes dans la commune de Mombin-Crochu. Dans le Nord, la mission s'intéressera à l'aménagement de la place publique de Carrefour Duty, à Acul-du-Nord. Quant au département du Centre, les équipes évalueront les travaux de clôture et d'embellissement du Lycée Sténio Vincent, situé à Cerca-la-Source.

À travers cette opération de terrain, le BMPAD réaffirme sa volonté de consolider les mécanismes de contrôle des projets publics et d'optimiser l'impact des investissements de l'État, notamment dans les services essentiels, au bénéfice de la population.

BMPAD

*Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir »,
aller à : jhfaroul@yahoo.com*

BUREAU DE MONÉTISATION DES PROGRAMMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



BMPAD

Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) est un organisme public autonome, chargé d'assurer la mobilisation, la gestion et la mise en œuvre de projets structurants inscrits dans la politique de développement du Gouvernement.



La création du BMPAD en 2008 a mis fin au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III.

Cet organisme fonctionnait sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Contrairement au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III, le BMPAD jouit d'une autonomie administrative et financière. Il assure le relais « des accords, des conventions et des protocoles d'entente » de l'ancienne structure. Sa mission est clairement définie selon les statuts précisés dans sa loi cadre.

bmpad.gouv.ht, Port-au-Prince, Haïti

Un homme d'État sous-estimé

Par Baille Maxo



Sénateur Évallière Beauplan

Pour l'avoir côtoyé en tant qu'ancien journaliste accrédité au Parlement, je peux témoigner qu'il demeure, à ce jour, l'un des rares parlementaires haïtiens à avoir représenté le pays auprès d'instances prestigieuses telles que la COPA, la FIPA, la Francophonie et l'ACP-UE.

Durant son passage au Sénat, il a occupé les fonctions de vice-président de la Confédération parlementaire des Amériques et de l'Assemblée parlementaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. C'est une figure respectée à l'échelle internationale qui maîtrise parfaitement les rouages de la diplomatie mondiale.

***Le courage face à la corruption : L'enquête PetroCaribe**

C'est lui qui a lancé l'alerte sur la dilapidation des fonds du programme PetroCaribe, impliquant d'anciens hauts fonctionnaires sous la présidence de Michel Martelly. Son rapport, un document monumental de plus de 600 pages accompagnés de 1 200 pages d'annexes, a analysé 13 résolutions et plus de 300 projets. Ce travail visait à aider le peuple haïtien, qui croupit dans la misère, à comprendre la destination de ces millions destinés au développement. Au prix d'un risque énorme, il a choisi la voie de la vérité plutôt que celle de l'enrichissement facile.

Un engagement indéfectible pour le peuple

Qui ne se souvient pas de son combat pour empêcher la nomination de Bernard Gousse au poste de Premier ministre, en raison de sa gestion du ministère de la Justice lors des massacres au Bel-Air en 2004 ? Aujourd'hui encore, il porte fièrement l'étiquette de "Nèg Lwil", un surnom né de sa solidarité avec les victimes du massacre de La Saline.

Né le 23 juin 1968 au Môle Saint-Nicolas, dans le département du Nord-Ouest, Évallière Beauplan a été choisi à trois reprises par la population de cette région pour la représenter au Sénat de la République. Cet homme politique talentueux a marqué l'histoire du Grand Corps dès sa prestation de serment, notamment par ses actions au sein de la commission des Affaires étrangères durant ses trois mandats.

***Une stature internationale et diplomatique**

Il a soumis au Sénat des rapports de mission rigoureux dans lesquels il évaluait l'ensemble des représentations diplomatiques d'Haïti à l'étranger, proposant des recommandations pour un changement réel de notre diplomatie.

Sur le plan du développement, il a mené une bataille acharnée face au président Préval pour l'obtention de 15 ponts sur le tronçon Carrefour Joffre/Port-de-Paix. Je garde encore dans mes archives de journaliste sa déclaration publique face à Michèle Pierre-Louis pour l'obtention du pont sur la rivière des Trois-Rivières.

Fidélité et principes politiques

Malgré une carrière impressionnante, Évallière Beauplan manque de la reconnaissance médiatique proportionnelle à son impact. On reconnaît pourtant en lui une grande capacité de négociation, une intelligence fine et un sens profond du compromis.

Bien que sollicité par plusieurs structures pour la présidence, il a souvent décliné, restant fidèle à son mentor, l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, qui l'avait choisi pour représenter Fanmi Lavalas dès les sénatoriales de 2000. Par principe et refus de trahir le Secteur Démocratique et Populaire (SDP), il a également rejeté la proposition de Jovenel Moïse qui souhaitait le nommer Premier ministre.

Conclusion : Un leader pour 2026 ?

En 2016, lors de sa rencontre avec Aristide, il a réitéré sa loyauté en soutenant la candidature de Maryse Narcisse. Aujourd'hui, on peut se demander pourquoi le parti Fanmi Lavalas n'a pas encore fait de lui son fer de lance pour la présidentielle de 2026. Un homme de sa trempe, capable de naviguer entre les secteurs économiques et politiques tout en restant fidèle à ses convictions, représenterait un atout majeur pour sortir Haïti de sa "descente aux enfers". Les adversaires du secteur populaire craignent sans doute ce scénario : celui d'un président compétent et intègre au Palais National.

Baille Maxo

SERVICE MARITIME DE NAVIGATION D'HAÏTI SEMANAH



Le SEMANAH a une mission de régulation et de contrôle des eaux maritimes haïtiennes, qu'il soit côtier, régional ou international. Il agit suivant les directives de son Conseil d'Administration composé du

:

- Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications, Président*
- Ministre de l'Économie et des Finances, Membre*
- Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Membre*
- Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Membre*
- Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre*
- Directeur Général de l'Institution, Secrétaire du Conseil*



Au milieu, le Directeur Général Eric Prévost Junior

Le SEMANAH joue donc un rôle important en aidant l'État à cerner dans son ensemble les multiples problèmes liés au domaine maritime.

Dans un milieu en perpétuelle mutation et à côté de l'intensification des exigences, le SEMANAH joue un rôle de premier ordre dans la sécurité, la sûreté du transport maritime et la protection de l'environnement marin. Cette mission s'exerce dans les limites de sa juridiction à travers sa structure fonctionnelle.

De plus, par son implantation territoriale, le SEMANAH offre un service public de proximité aux usagers de la mer.



La Journée Mondiale de la Santé dans le contexte cubain actuel

Par Eriakna Castellanos Abad,



Clinique médicale de famille en zone rurale, Cuba

Il y a exactement quatre-vingts ans, à New York, le 22 juillet 1946, le 7 avril était institué *Journée mondiale de la santé* par 61 membres des Nations Unies et dix autres nations signataires de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cependant, ce n'est qu'en 1950 qu'elle fut célébrée pour la première fois le 7 avril, marquant le début d'un effort concerté pour s'attaquer aux problèmes de santé mondiale qui requièrent encore aujourd'hui une attention particulière. Au fil du temps, les célébrations ont abordé des sujets tels que :

La résistance aux antimicrobiens, l'impact du changement climatique sur la qualité de vie des communautés, la sécurité routière comme facteur aggravant pour la santé individuelle et familiale, le vieillissement de la population, la nutrition et la santé, la santé mentale, les maladies infectieuses émergentes et les maladies chroniques non transmissibles, ainsi que la santé comme droit pour tous.

À cette époque (1948-1958), Cuba a connu l'une de ses pires périodes en raison de conditions sanitaires disparates et du déclin d'autres aspects du développement social du pays, touchant principalement la population rurale, même si la situation était différente dans les grandes villes. Pour ne citer que deux exemples, durant cette décennie, le nombre de médecins a augmenté de 53 %, et seulement 1,2 % d'entre eux exerçaient en zone rurale. Selon *l'Annuaire statistique de l'Amérique latine* de 1984, Cuba comptait un médecin pour 1 064 habitants en zone urbaine, se classant deuxième en Amérique latine, juste derrière l'Argentine. L'espérance de vie à la fin de cette décennie était de 63 ans, selon les tendances démographiques mondiales estimées et publiées par l'ONU en 1977, ce qui lui conférait un avantage sur des pays comme le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et Haïti, où elle oscillait entre 41 et 46 ans.

Un exemple plus récent, la 65e célébration annuelle et sa campagne « *Petite bouchée : grande menace* », qui demeure d'une grande actualité, concerne les *maladies vectorielles*. Ceci met en lumière le défi mondial que représente la lutte anti vectorielle pour contenir la transmissibilité des *arbovirus*, tels que *la dengue*, le *Zika*, le *chikungunya* et la *fièvre jaune*, entre autres, au sein des populations d'Amérique latine, des Caraïbes et de Cuba.



Polyclinique universitaire

Au cours des décennies suivantes, le système de santé cubain est devenu une priorité nationale, créant un système public, universel et gratuit, sans distinction de classe sociale ni de région. Il a subordonné l'impératif de santé publique et son accent particulier sur les soins de santé primaires à des considérations économiques, privilégiant la prévention communautaire, l'investissement annuel représentant la part la plus importante du budget national.

Aujourd'hui, le système, en fonction des conditions externes et internes auxquelles il est confronté, assure les

soins médicaux, l'aide aux groupes d'âge prioritaires tels que les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que le contrôle épidémiologique, les programmes prioritaires, la formation professionnelle et la production et la distribution de médicaments. Il affiche des indicateurs de santé nettement supérieurs à la moyenne des Amériques et son taux de natalité est parmi les plus bas au monde, comparable à celui de pays plus développés socio-économiquement, à l'instar des pays de l'Union européenne.



Hôpital universitaire provincial "Saturnino Lora" de Santiago de Cuba

Sur le plan national, le système de santé cubain a toujours été confronté à des défis. Les chiffres officiels témoignent des conséquences de la crise sur ce système. Le fait que, par exemple, seulement 0,8 % du budget national ait été alloué à la santé au cours du premier semestre 2021, comparativement à d'autres secteurs, met en lumière certaines lacunes dans la gestion du PIB, ainsi que des défis et des opportunités à l'approche de la Journée mondiale de la santé, le 7 avril. Cette situation survient alors que le pays est confronté à des contraintes économiques et à une pénurie de ressources, exacerbées par l'impact prolongé et l'intensification du blocus économique.

Néanmoins, le système de santé fait preuve d'une remarquable résilience en intégrant les pratiques de la médecine traditionnelle dans le traitement de diverses maladies et autres problèmes de santé, tout en assurant la formation continue du personnel médical et la production

Cuba est, depuis 2015, le premier pays à avoir éliminé la transmission du VIH et de la syphilis congénitale de la mère à l'enfant, un statut qu'il a renouvelé en 2017. Toutefois, suite à la gestion efficace de la pandémie de COVID-19 par l'île, en 2022, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, l'alimentation des familles cubaines souffrait de carences importantes en micronutriments et en diversité, les subventions alimentaires ne permettant pas de couvrir les besoins nutritionnels quotidiens de chaque individu. Cette situation est aggravée par des facteurs qui pourraient être analysés dans un autre article. Le système de santé cubain se distingue également par la qualité de ses services et son rayonnement international à travers des missions médicales, qui ont un impact considérable sur la santé mondiale.

scientifique pour les sciences médicales. Ceci souligne l'engagement envers la santé du peuple cubain. Dans ce contexte, la *Journée mondiale de la santé 2026 : Ensemble pour la santé. Soutenons la science*, est l'occasion de réfléchir aux réussites et aux défis qui subsistent dans la poursuite d'un système de santé complet qui garantisse l'équité et la qualité de vie pour tous les Cubains.

Eriakna Castellanos Abad,

- Docteur en médecine,
- Spécialiste de 1er degré en médecine générale,
- Spécialiste de 1er degré en hygiène et épidémiologie,
- Diplômée en histoire et art appliqués à la médecine,
- Titulaire d'une maîtrise en patrimoine artistique et études de la culture visuelle,
- Et d'une maîtrise en développement culturel communautaire

TumBomba : Une rencontre culturelle entre la Bomba portoricaine et la Tumba franco-cubaine

Par : Elivania Lamot Lara et Rafael Guilarte Matos.



De gauche à droite : tumberos cubains et bomberos portoricains.

La combinaison des noms de la *Tumba franco-cubaine* et de la *Bomba portoricaine* a donné naissance au projet culturel *TumBomba*. Il est indéniable que des liens musicaux ont existé, et existent encore, entre Cuba et Porto Rico, à travers des genres tels que le *son*, la *rumba*, le *changüü* et, plus récemment, la *salsa*, avec son renforcement et son évolution vers la *salsa brava*.

Ces genres ont mis en avant, et mettent encore en avant, les percussions, jouées avec virtuosité par certains des plus grands musiciens cubains et portoricains, comme **Chano Pozo** et **Jesús Cepeda**.

Les origines de la *Tumba* se manifestent à Cuba et à Porto Rico, notamment dans les caractéristiques des groupes

musicaux. On observe également une affinité dans l'interprétation du *mason*, du *yubá* et du *frenté*.

Toute cette gestation musicale et culturelle a favorisé la formation de groupes de *Bomba* portoricains avec des possibilités de corrélation artistique avec les groupes cubains de la *Tumba française*. Cela a été propice à la réalisation du **Projet culturel TumBomba**, alimenté comme dans le cas des *tumbas françaises* par l'établissement des colons Français dans les deux pays en même temps, comme conséquence de la Révolution haïtienne, d'où qu'il y a encore des *bomberos* qui chantent en créole haïtien ; comme pont idéologique traditionnel entre ces nations.

Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir », aller à : jhfaroul@yahoo.com



Tumberos cubains et Bomberos portoricains se donnant la main. A gauche : Elivania Lamot Lara de la tumba francesa de Bejuco, Holguín, Cuba.

Evidemment, il y avait les conditions culturelles pour la réalisation de la première réunion *TumBomba*. Les musiciens Portoricains **Jafet Murguia Fuentes** et **Félix Rivera-Cabrera** décident d'amener à Cuba une délégation de *bomberos* portoricains dirigée par le professeur **Jesús Cepeda Brione**. La réunion a lieu du 6 au 14 juin, 2023 dans les provinces de Santiago de Cuba, Holguín et Guantánamo. On a réalisé des conférences, des ateliers et des concerts qui, selon les organisateurs **Jafet Murguia Fuentes**, **Félix Rivera-Cabrera** et **Elivania Lamot Lara**, a contribué à démontrer la similarité entre les *tumbas* françaises de Cuba et la *bomba* portoricaine.

Aujourd'hui, continue d'être une réalité entre *bomberos* et *tumberos*, le développement et le resserrement des liens culturels, et toute l'extension dans les domaines de la musique et de la danse, qui continue à se générer sur la terre portoricaine avec la création de groupes de *changüü*, comme c'est le cas de *Changüü Jíbaro*, fondé par le Portoricain **Jafet Murguia Fuentes** qui a été très bien accueilli à Cuba grâce à sa participation au Festival International de *changüü*, ayant eu lieu à Guantánamo en cette année-là, 2024.

Elivania Lamot Lara et Rafael Guilarte Matos.

<p>HAITI-ESPOIR : IDENTIFIER LES PROBLÈMES ; DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ; RECHERCHER LEURS CAUSES ; SENSIBILISER LES GENS ; ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !</p>	<p align="center">GÉNÉRIQUE</p> <table border="1"> <tr> <td data-bbox="886 1394 1219 1944"> <p>Directeur Général Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédacteur en Chef Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Secrétaire de Rédaction Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédaction Mutchi Obas Alex Calas Ing. Moïse Charles Ing. Yves Junior Vancol Me. Manfred Siméon Me. Jean Hénoc Faroul Bernadel Joseph Jean Gustave Molin</p> </td> <td data-bbox="1230 1394 1542 1944"> <p>Promotion Alex Calas</p> <p>Reporter Thomas Goldy</p> <p>Responsables de Publicité Jean Robert Lhérisson Eder Rosier</p> <p>Marketing et distribution Jean Eudes Pierre Jean</p> <p>Art graphique Alexis Jean Billy.</p> </td> </tr> </table>	<p>Directeur Général Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédacteur en Chef Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Secrétaire de Rédaction Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédaction Mutchi Obas Alex Calas Ing. Moïse Charles Ing. Yves Junior Vancol Me. Manfred Siméon Me. Jean Hénoc Faroul Bernadel Joseph Jean Gustave Molin</p>	<p>Promotion Alex Calas</p> <p>Reporter Thomas Goldy</p> <p>Responsables de Publicité Jean Robert Lhérisson Eder Rosier</p> <p>Marketing et distribution Jean Eudes Pierre Jean</p> <p>Art graphique Alexis Jean Billy.</p>
<p>Directeur Général Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédacteur en Chef Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Secrétaire de Rédaction Me. Jean Hénoc Faroul</p> <p>Rédaction Mutchi Obas Alex Calas Ing. Moïse Charles Ing. Yves Junior Vancol Me. Manfred Siméon Me. Jean Hénoc Faroul Bernadel Joseph Jean Gustave Molin</p>	<p>Promotion Alex Calas</p> <p>Reporter Thomas Goldy</p> <p>Responsables de Publicité Jean Robert Lhérisson Eder Rosier</p> <p>Marketing et distribution Jean Eudes Pierre Jean</p> <p>Art graphique Alexis Jean Billy.</p>		

Meet Smyrne Mathis Real Estate:

Your Trusted Real Estate Partner in South Florida

Buying or selling a home is more than a transaction — it's a life-changing experience. That's why I, Smyrne Mathis, have dedicated my career to making the process smooth, transparent, and rewarding for every client I serve. Since earning my real estate license in 2014, I've helped countless families find their dream homes and build wealth through real estate. My approach is simple: build trust, deliver results, and treat every client like family.



Whether you're a first-time buyer, looking for a beachfront condo, a family home, or an investment property, I bring strong negotiation skills, local expertise, and a trusted network of



lenders, inspectors, and title professionals to make sure every step feels easy and stress-free.

For my international and foreign buyers — if you're dreaming of owning a home or investing in the United States, I'm

the girl for you! From understanding the U.S. real estate process to connecting you with the right financing and legal resources, I specialize in helping buyers from abroad make confident, successful purchases here in South Florida.

I believe every client deserves honesty, communication, and a true partner — not just an agent. My motto says it best:

"I'm not just your real estate agent; I'm your real estate partner. I'll always be on your side."

If you're ready to buy, sell, or invest — locally or from overseas — let's connect and make it happen!

Let's talk today!

Transparency. Trust. Results.

Smyrnemathis320@gmail.com



La Cour d'appel de Port-au-Prince confirme mon analyse dans l'affaire des Sénateurs Joseph Lambert et Youri Latortue

Par Me Sonet Saint-Louis



Sénateur Joseph Lambert



Sénateur Youri Latortue

Dans l'affaire des sénateurs Joseph Lambert et Youri Latortue, accusés de corruption dans la gestion des fonds publics alloués à leurs bureaux politiques, la Cour d'appel de Port-au-Prince, dans un arrêt-ordonnance, a confirmé la position publique que nous avons exposée il y a quelque temps dans les colonnes du Nouvelliste. La décision du juge d'instruction a ainsi été révisée en faveur de ces anciens sénateurs de la République. Je me réjouis que la Cour d'appel ait validé notre point de droit, lequel a servi de fondement à la défense des anciens parlementaires. Cette décision met un terme au débat judiciaire sur les allégations de corruption visant les sénateurs Latortue et Lambert, à moins que le commissaire du gouvernement n'exerce un pourvoi en cassation.

Cette affaire, qui a marqué l'actualité judiciaire et juridique, a soulevé des enjeux variés, touchant à la responsabilité parlementaire, aux droits individuels et à la capacité de l'État à mener efficacement la lutte contre la corruption.

Elle demeure encore aujourd'hui pertinente. Elle me permet de revenir sur certaines thématiques récentes, peu explorées sur le plan juridique. Je l'ai toujours souligné à mes étudiants qui suivent mon cours de méthodologie avancée de la recherche juridique :

l'actualité apporte toujours une valeur ajoutée à un travail de mémoire ou de recherche. Elle rend l'analyse plus vivante, plus concrète et plus intéressante. C'est ce qui m'amène à insister de nouveau sur certains points que j'avais déjà soulevés dans une précédente analyse.

La pertinence d'un sujet de mémoire ou de thèse est souvent liée à l'actualité politique, sociale et économique du moment. Il n'y a pas de sujet de thèse sans problème juridique. Il suffit de relever, dans une loi ou dans une décision, une confusion, une imprécision, une ambiguïté, voire une contradiction : ces éléments font naître une véritable problématique. J'encourage nos universités à mettre en place un véritable cours de commentaire en droit privé, en droit pénal ou en droit administratif, dont l'objectif serait de former de véritables plaideurs. Dans le même esprit, je suis d'avis qu'un cours avancé de droit constitutionnel devrait être institué à l'École de la magistrature (EMA).

Comme je l'ai répété à maintes reprises, la méconnaissance du droit constitutionnel constitue un obstacle à la compréhension du droit pénal et, plus largement, du droit tout court. Comme l'a souligné le doyen Georges Vedel, le droit constitutionnel juge de la validité de toutes les autres branches du droit.

Page suivante

Il occupe aujourd'hui une place qu'occupait autrefois le droit administratif. En Haïti, la matière constitutionnelle est souvent mal comprise en raison de sa nature évolutive : la Constitution est, en quelque sorte, une œuvre inachevée. Elle mêle textes écrits et principes généraux du droit non écrits — démocratie, primauté du droit, bonne gouvernance — ainsi que normes juridiques et enjeux politiques, en tant qu'instrument de gouvernance et terrain de luttes de pouvoir entre classes sociales. Cela explique l'échec des premiers amendements du texte originel, tout comme celui de toutes les tentatives visant à le supprimer. En effet, depuis son adoption en 1987, l'interprétation et l'application de ses dispositions ont davantage conduit à sa réécriture informelle qu'à sa stricte mise en œuvre. Le dernier ouvrage du docteur Josué Pierre-Louis, professeur de droit constitutionnel à l'Université d'État d'Haïti, décrit et analyse bien cette situation. Nos gouvernants veulent appliquer la Constitution alors même que les institutions qu'elle prévoit pour sa mise en œuvre sont dysfonctionnelles.

Le présent article n'a pas pour objectif de désarmer la justice ni l'Unité de lutte contre la corruption, mais plutôt de les renforcer dans leur travail. Il ne cherche ni à désigner un coupable ni à disculper un accusé. Il pose des questions afin de faire avancer le débat judiciaire et juridique en Haïti et renvoie finalement chaque

institution à sa responsabilité, car la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre, d'inculper ou de ne pas inculper, a un poids et produit des conséquences. Je condamne les procès qui humilient au lieu de rechercher la vérité. La justice doit rester supportable et humaine pour chacun de nous. Comme l'a dit l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères français Dominique de Villepin, la justice sans conscience devient violence, et la justice sans miséricorde devient écrasement. La justice élève, tandis que l'humiliation écrase.

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, le parquet près le tribunal de première instance avait reçu un rapport de l'ULCC mettant en cause les sénateurs Joseph Lambert et Youri Latortue pour des faits de corruption liés à la gestion des fonds publics qui leur avaient été alloués pour le fonctionnement de leurs bureaux et le recrutement de leur personnel. Ce rapport rédigé par l'ULCC constitue-t-il une plainte de cette institution ou une plainte de l'État ? La loi de 2014 prévoit en effet que les rapports émanant de cet organe de l'administration publique doivent être transmis aux autorités judiciaires. Dès lors, quel organe est habilité à engager l'État dans un procès contre un citoyen suspecté de corruption ? La Direction générale des impôts dispose-t-elle d'une telle compétence ?



L'administration publique est-elle la véritable plaignante, à travers l'ULCC, qui aurait ainsi déclenché l'action ? En réalité, le commissaire du gouvernement porte l'accusation, mais celle-ci trouve son origine dans l'administration, à travers le rapport transmis au parquet par l'ULCC. Il ne peut en être autrement.

Or, dans un procès pénal, l'accusé — ou plus largement la personne indexée ou poursuivie — doit savoir qui a porté plainte contre lui et connaître l'ensemble des faits et des preuves invoqués à son encontre. Le commissaire du gouvernement est tenu d'indiquer à la personne poursuivie qui l'a dénoncée ou qui a porté plainte contre elle. À défaut, c'est tout le droit à une défense pleine et entière qui se trouve bafoué.

Ce principe fondamental assure l'égalité des armes entre l'accusation et la défense et garantit à tout citoyen mis en cause un procès juste et équitable. Le non-respect de ce principe suffit, à lui seul, à justifier que la Cour déclare invalide l'ordonnance du premier juge.

L'article en question exprimait une parole de droit et traduisait une initiative mûrement réfléchie que j'avais prise au moment opportun. Mes développements juridiques s'ordonnaient autour des points suivants :

***Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir »,
aller à : jhfaroul@yahoo.com***

1) Selon l'article 112 de la Constitution de 1987, le pouvoir législatif dispose de sa propre administration.

Cet article, qui garantit l'indépendance de l'administration parlementaire, précise que chaque chambre du Corps législatif (le Sénat et la Chambre des députés) gère son propre fonctionnement : elle nomme son personnel, fixe sa discipline intérieure et détermine ses propres modalités de travail.

À mon humble avis, l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) ne peut étendre ses enquêtes aux administrations du Sénat et de la Chambre des députés. En effet, comme il est énoncé à l'article 112 de la Constitution en vigueur, l'administration parlementaire assiste les députés et les sénateurs dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs et de contrôleurs de l'action gouvernementale, tandis que l'administration publique, relevant du pouvoir exécutif, exécute les décisions gouvernementales et gère les ministères. La

première est indépendante, tandis que la seconde est hiérarchisée sous l'autorité du Premier ministre, conformément à l'article 156 de la Constitution.

Cet article pose le fondement d'un pouvoir exécutif partagé entre le Président de la République et le Premier ministre, en plaçant le chef du gouvernement au centre de l'action administrative et le Parlement dans son rôle de contrôle.

Le directeur de l'ULCC avait outrepassé ses prérogatives en invitant le sénateur Joseph Lambert, qui avait fait office de président du Sénat et de l'Assemblée nationale, à s'expliquer devant lui. Cette décision constituait non seulement une offense au Grand Corps, mais aussi une violation grave du principe d'indépendance et de séparation des pouvoirs.

2) Les parlementaires sont irresponsables



La Constitution de 1987, conçue au lendemain de la dictature des Duvalier, consacre le principe de l'irresponsabilité parlementaire afin de protéger la démocratie et l'État de droit. On peut certes critiquer cette irresponsabilité, en y voyant une forme de déséquilibre institutionnel, dans la mesure où des parlementaires, sans être comptables de certains de leurs actes, peuvent parfois contribuer à déstabiliser le pouvoir exécutif. Il peut donc paraître anormal, dans une démocratie, qu'un pouvoir soit en partie irresponsable.

L'article 114-1 de la Constitution en vigueur protège les députés et les sénateurs contre toute poursuite à raison des opinions émises ou des votes exprimés dans l'exercice de leurs fonctions, y compris après la fin de leur mandat. Cette irresponsabilité s'étend également à certains actes fonctionnels, mais elle ne couvre pas les actes criminels, conformément à l'article 115.

Cette irresponsabilité équivaut-elle pour autant à une forme d'inafaillibilité ? Voilà une question qui mérite d'être posée dans le cadre d'une révision constitutionnelle.

3) Les parlementaires ne sont ni comptables ni gestionnaires des fonds du Trésor public.

Les parlementaires ne gèrent pas directement les fonds provenant du Trésor public. Dans le cadre de leur fonction de représentation, des fonds publics sont alloués à leurs bureaux ainsi qu'à leur personnel. Ils autorisent les dépenses publiques à travers le vote du budget de l'État et en contrôlent l'utilisation par le gouvernement, mais cela ne fait pas d'eux des comptables ni des gestionnaires de fonds publics.

4) Le personnel des bureaux des parlementaires n'est pas soumis aux règles contraignantes de la fonction publique.

Les parlementaires ne violent pas la loi en signant un contrat avec un proche pour le compte de leur bureau politique dans leur circonscription. Le reproche adressé au sénateur Youri Latortue concernant le contrat qu'il aurait signé avec sa mère ne repose sur aucun fondement légal. Les parlementaires ne sont pas interdits de conclure des contrats de travail avec des membres de leur famille.

Le personnel des bureaux des parlementaires se distingue de celui de la fonction publique classique. Ces employés, bien que rémunérés sur des fonds publics, ne sont pas soumis aux règles ordinaires du recrutement dans la fonction publique. Les parlementaires disposent d'une large liberté politique dans le choix du personnel affecté à leurs bureaux. Dans ces cas spécifiques, on ne peut donc parler ni de favoritisme ni de clientélisme au sens habituel du terme. Le recrutement de ce personnel relève avant tout de la volonté politique des parlementaires.

5) Il existe plusieurs administrations

Haïti est défini comme un État unitaire et décentralisé. Cette organisation se déploie à travers les trois grands pouvoirs de l'État, qui garantissent ensemble l'unité de la souveraineté nationale. Ces pouvoirs sont indépendants les uns des autres. Il en découle que l'État comprend plusieurs administrations distinctes, chacune relevant d'un champ de compétence propre. Ainsi, l'administration publique centrale met en œuvre les politiques gouvernementales, tandis que l'administration parlementaire assiste le pouvoir législatif. Quant aux administrations de la justice et des collectivités territoriales, elles assurent respectivement la gestion des tribunaux, du personnel judiciaire, ainsi que des services locaux et du personnel communal.

Conclusion

Le présent article, loin de constituer un simple commentaire d'arrêt, poursuit un objectif précis : mettre en lumière certaines insuffisances dans la compréhension du droit constitutionnel haïtien. Cette méconnaissance est générale. C'est elle, précisément, qui contribue à expliquer le chaos actuel. Les esprits les plus lucides qui liront ce texte, à travers l'examen des cas des sénateurs Joseph Lambert et Youri Latortue, blanchis par la Cour d'appel de Port-au-Prince de toutes les charges retenues contre eux, comprendront que cette affaire, au-delà de la victoire judiciaire qu'elle représente pour les intéressés, aura surtout servi de révélateur à la défaite intellectuelle de nos élites. Reste est superficiel», écrivait le docteur Louis-Joseph Janvier.

Nombre de ces élites ne lisent pas ; et parmi celles qui lisent la Constitution, rares sont celles qui la comprennent réellement. Cela explique, en grande partie, cette volonté persistante de la tenir à l'écart. Dans le chaos actuel, j'espère qu'une élite décentralisée, appelée à prendre en main l'avenir de ses communautés, devra émerger.

Comment expliquer que les fonctionnaires des mairies, donc des collectivités territoriales, ne perçoivent aucune pension de l'État après leur retraite ? Il y a là une injustice profonde, doublée d'une humiliation inacceptable. « Le pays, c'est la paysannerie ; tout le L'organisation prochaine des élections législatives, présidentielles et territoriales devra permettre aux citoyens de choisir des représentants intègres, patriotes et compétents. Le suffrage populaire devra porter en priorité sur des femmes et des hommes aux qualifications reconnues. Après tant d'égarements et d'erreurs, le moment est venu de réparer les brèches.

Sonet Saint-Louis

-Professeur de droit constitutionnel et de méthodologie avancée de la recherche juridique à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'État d'Haïti.

*-Professeur de philosophie
Université du Québec à Montréal
Montréal, 13 avril 2026
Email : sonet.saintlouis@gmail.com*

Tél : 2635580083/+509-44073580





FONDS NATIONAL DE L'ÉDUCATION

Port-au-Prince, le 13 avril 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Objet : Publication des listes de subventions pour l'exercice fiscal 2025-2026 : un engagement ferme pour la transparence.

Le Fonds National de l'Éducation (FNE) informe le public en général et la communauté éducative en particulier qu'il a procédé, ce lundi 13 avril 2026, à la publication officielle des listes exhaustives des bénéficiaires de subventions pour l'exercice fiscal 2025-2026. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de reddition de comptes et vise à garantir une visibilité totale sur l'utilisation des fonds publics dédiés à l'éducation, conformément aux normes de transparence administrative les plus rigoureuses.

Ces listes présentent les différentes catégories d'interventions du FNE, incluant notamment les subventions scolaires aux établissements publics et privés, les appuis aux parents en situation difficile, les bourses d'études, les financements de projets à caractère éducatif, académique et universitaire, ainsi que les protocoles de renforcement institutionnel.

À travers cette démarche de transparence, la Direction Générale du FNE réaffirme son engagement à servir le système éducatif haïtien avec intégrité, en s'assurant que chaque gourde investie contribue directement à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement sur toute l'étendue du territoire national.



Elysé COLAGENE
Directeur Général



37, Rue Jean-Price Mars, Village des Orchidées, Puits Blain 1, Route de Frères, Pétiion-Ville
Téléphone : (509) 2258-0159 • E-mail : info@fne.gouv.ht

De la tragédie de la Citadelle Laferrière à l'impératif d'une politique nationale de sauvegarde

Par Evans PAUL



UNE TRAGÉDIE RÉVÉLATRICE

Le drame survenu à la CITADELLE LAFERRIÈRE, le samedi 11 avril 2026, ayant causé la mort d'au moins trente personnes, fait une trentaine de blessés et laissé un nombre encore imprécis de disparus, dont certains ont péri dans les falaises, parmi de jeunes participants à une activité de loisirs, dépasse largement le cadre d'un accident tragique.

Il constitue un révélateur brutal des défaillances structurelles qui affectent la gestion, la sécurisation et le respect du patrimoine historique national.

La mobilisation de plusieurs milliers de jeunes, sans encadrement rigoureux ni dispositif de sécurité approprié, sur un site perché à près de 900 mètres d'altitude, dominant les communes de Milot, de la Plaine-du-Nord et de Dondon, pose une question essentielle :

Qui protège réellement le patrimoine haïtien, et selon quelles normes ?

UN HÉRITAGE HISTORIQUE D'UNE VALEUR EXCEPTIONNELLE

La Citadelle Laferrière n'est pas un simple site touristique. Elle est un symbole majeur de souveraineté, de résistance et de génie stratégique.

Édifiée entre 1805 et 1820 sous le règne d'Henry Christophe, elle s'inscrit dans la vision défensive conçue par Jean-Jacques Dessalines après la proclamation de l'indépendance, le 1er janvier 1804, aux Gonaïves.

Cette stratégie reposait sur la construction d'un réseau de fortifications nationales, destiné à prévenir toute tentative de reconquête coloniale.

Parmi ces ouvrages emblématiques figurent :

- Le Palais Sans-Souci à Milot
 - Le Fort Jacques et le Fort Alexandre dans les hauteurs de Port-au-Prince
 - Les fortifications du Cap-Haïtien et de l'Artibonite
- Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1982, la Citadelle est reconnue comme l'une des plus grandes forteresses des Amériques et demeure, dans l'imaginaire collectif, une véritable merveille historique universelle.

UN PATRIMOINE EN DÉRIVE

Malgré l'existence de l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN), le constat est préoccupant, voire alarmant.

Le patrimoine historique haïtien souffre de :

- L'absence d'une politique cohérente de gestion et de sécurisation
- Une dégradation progressive, parfois irréversible, des sites
- Des occupations anarchiques et des usages inappropriés
- Un déficit d'éducation civique et culturelle

Des exemples concrets illustrent cette dérive :

- L'exposition et la vente de vêtements usagés (pèpè) sur des sites symboliques comme la statue de Toussaint

Louverture à Breda

- Les actes de vandalisme autour des monuments de Vertières
- La dégradation du Palais aux 365 portes à Petite-Rivière de l'Artibonite, envahi par des installations administratives inadaptées
- L'abandon des vestiges impériaux à Marchand-Dessalines

Ces réalités traduisent une vérité préoccupante : le patrimoine historique haïtien est livré à lui-même.

DE LA MÉMOIRE À LA RESPONSABILITÉ

La tragédie du 11 avril 2026 doit constituer un point de bascule.

Elle impose une prise de conscience nationale autour de quatre impératifs :

- Le respect des lieux de mémoire
- La professionnalisation de leur gestion

- La sécurisation effective des sites
- Leur valorisation éducative, culturelle et touristique

Car une nation ne se construit pas uniquement par ses institutions. Elle se construit aussi par la préservation consciente de sa mémoire collective.

POUR UNE POLITIQUE NATIONALE DU PATRIMOINE

Il est désormais indispensable de mettre en œuvre une politique publique structurée autour de cinq axes stratégiques :

Sécurisation des sites •

Mise en place de dispositifs de contrôle des accès

- Encadrement strict des événements publics
- Élaboration de normes de sécurité adaptées

Gouvernance institutionnelle

- Renforcement du rôle et des moyens de l'ISPAN
- Coordination entre les institutions publiques concernées

• Décentralisation de la gestion du patrimoine

Éducation citoyenne

- Sensibilisation des jeunes à la valeur du patrimoine
- Intégration du patrimoine dans les programmes scolaires

Promotion du civisme culturel

Valorisation économique

- Développement d'un tourisme historique structuré
- Création d'emplois autour du patrimoine

• Mise en place de partenariats public-privé

Protection juridique

- Application rigoureuse des lois existantes
- Renforcement des sanctions à l'encontre de toute forme de profanation ou de négligence affectant le patrimoine historique

UNE EXIGENCE DE DIGNITÉ NATIONALE

En rendant hommage aux jeunes disparus, cette tragédie doit être transformée en levier de conscience collective.

Le patrimoine historique d'Haïti n'est pas uniquement un héritage du passé. Il constitue un atout stratégique pour l'avenir, un socle de dignité, d'identité et de

continuité nationale.

Le protéger, c'est honorer notre histoire. Le valoriser, c'est préparer notre avenir.

SYNTHÈSE : UN IMPÉRATIF NATIONAL

Le drame de la Citadelle Laferrière ne doit pas être relégué au rang de fait divers. Il doit devenir un signal d'alerte national majeur.

Une nation qui néglige son patrimoine affaiblit son âme. Une nation qui protège sa mémoire construit sa puissance.

CENTRE ABC :

ATIZAN BON CHANJMAN

Delmas, Haïti

Dimanche 12 avril 2026

Evans Paul,

Ancien Premier Ministre de la République d'Haïti.



ADMINISTRASYON JENERAL DWÀN



Lancement du module ASYVAL par l'Administration Générale des Douanes...

Lalwa ak Leta Santral bay Administrasyon Jeneral Dwàn plen pouvwa poul goumen kont kontrebann sou fontyè, nan ewopò ak nan waf yo. Konsa, ajan dwàn yo gen otorizasyon pou yo:

- arete moun ki ap fè kontrebann ;
- arete chofè kap transpòte machandiz kontrebann ;
- sezi machin ki ap transpòte yo ;
- sezi machandiz sa yo.

Ou menm ki gen gwo depo ak magazen, se pou fakti ak papye dwàn ou toujou pare pou montre enspektè dwàn yo. Ladwàn pap jwe, paske san lajan ladwàn, Leta pap ka fonksyone ni bay popilasyon an sèvis

MALÈ AVÈTI PA TOUYE KOKOBE ! EDE LETA POU LETA KA EDE NOU!



Hausse considérable des recettes douanières



À droite : Me. Tisma Jean Messoius, Directeur de communication de l'AGD.

L'Administration Générale de la Douane a présenté son rapport mensuel dans le cadre de sa rubrique ' *Causerie avec la Douane* '. Le mois de Mars 2026 s'est distingué

par des opérations de saisies significatives et une performance financière exceptionnelle, traduisant la rigueur et l'efficacité des services douaniers.

Saisies majeures

Les agents douaniers ont intercepté divers produits illicites ou non conformes, témoignant de leur vigilance accrue :

- 535 kilos de médicaments périmés ou expirés ;
- 100 unités d'objets à caractère sexuel ;
- 5 drones ;
- 15 appareils de radiocommunication ;

- des gilets pare-balles ; et
- plus de 15 armes à feu.

Ces opérations illustrent la détermination de la Douane à protéger la population contre l'entrée de produits dangereux ou de qualité douteuse, susceptibles de compromettre la santé publique et la sécurité nationale.

Progression des recettes

Au-delà des saisies, l'Administration Générale de la Douane a enregistré une hausse de 38,82% des recettes par rapport à Mars 2025, dépassant largement les prévisions du Ministère des Finances et de l'Économie. Cette progression reflète :

- L'efficacité renforcée des mesures de contrôle ;
- La discipline fiscale accrue des opérateurs économiques ;

- La rigueur des opérations menées sur l'ensemble du territoire.

Zones stratégiques sous surveillance :

Les saisies ont été réalisées dans plusieurs points sensibles, notamment :

- Malpasse
- CPS7
- Medasa

Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir », aller à : jhfaroul@yahoo.com

La Douane réaffirme son engagement à :

- Faire respecter strictement les lois et règlements en vigueur ;
- Intensifier la surveillance des points stratégiques, tels que l'aéroport et les postes frontaliers ;
- Garantir la sécurité économique et sanitaire de la population.

Le bilan du mois de Mars 2026 met en évidence une Douane proactive, disciplinée et résolument engagée

dans sa mission de protection du territoire et de défense des intérêts économiques du pays. Ces résultats confirment le rôle central de l'institution dans la préservation de la souveraineté nationale et la promotion d'un environnement commercial sain et sécurisé.

Magazine Haïti- Espoir



Des matériels de guerre saisis



Des produits saisis (médicaments et objets sexuels).



Des matériels de communication saisis



Des matériels de guerre saisis

Magazine « Haïti-Espoir »

Pour toute donation au Magazine « Haïti-Espoir », aller à : jhfaroul@yahoo.com

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

OBSERVATOIRE HAÏTIEN POUR LE DROIT ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



SÉCURITÉ • JUSTICE • RÉPARATION POUR LES PARENTS DES VICTIMES DE L'ARTIBONITE



DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE



DROITS
HUMAINS



JUSTICE
SOCIALE



ÉLECTIONS



LIBERTÉ
DE LA PRESSE

JUSTICE POUR TOUS !

La culture de la paix, ça nous concerne tous !

E-mail : ohdlphaiti@gmail.com

Phones : +509 3639 5588 / 39403838 / 40020202

ENCIPAÏ, UNE BELLE HISTOIRE D'ALIGNEMENT

Par Martine Millard



Marc Vella, un pianiste nomade

Le film *ENCIPAÏ* permet l'émergence d'un prisme nouveau pour vivre pleinement et être présent à soi, en vue de favoriser le rayonnement du soleil de notre âme. Il s'agit du dernier bébé de **Marc VELLA**.

Ce pianiste nomade est fasciné par les peuples, leurs identités culturelles et spirituelles, ainsi que par le regard qu'ils portent sur eux-mêmes et sur les autres. Mais surtout, il est profondément attaché aux échanges rendus possibles grâce à ce pont universel qu'est la musique, capable de transcender toutes les barrières, qu'elles soient linguistiques ou géographiques.

Marc VELLA, écrivain à succès, auteur, compositeur et conférencier, a parcouru plus de 300 000 km avec son piano à queue à travers une cinquantaine de pays pour honorer et sublimer l'humain. Pianiste virtuose, il reçoit en 1985 *le Prix de Composition* à l'École Normale de musique de Paris, puis en 1999, le *1^{er} Prix de Composition* à Rome au TIM.

En 2004, Il crée la Caravane amoureuse, s'inscrivant dans la *Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix pour les enfants du monde*, portée par l'UNESCO.

En quinze années et douze caravanes, plus d'un demi-millier de caravaniers ont participé à cette merveilleuse aventure traversant vingt-neuf pays qui ont été conquis. Pour que l'humanité grandisse et tombe amoureuse d'elle-même, il nous faut résolument « *montrer la beauté des hommes dans le silence du monde* ».



Ce film nous invite à un pèlerinage intérieur, un voyage transformationnel et introspectif dans le « *SILENCE* » pour nous recentrer sur l'essentiel. Il nous pousse à retrouver une adéquation avec l'énergie originelle et à nous affranchir de notre attachement excessif à l'AVOIR que nous pensons impossible de conjuguer avec l'ÊTRE. C'est une ballade guidée par un homme qui ne croit ni aux institutions ni aux drapeaux, mais en l'Homme avec un grand H, une invitation à vivre un véritable mariage culturel, un échange profondément humain.

Chaque seconde du film est un nectar à savourer. Tout y vibre sur une fréquence pure. L'alchimie intérieure omniprésente dans le silence nous conduit à une résurrection, à une verticalité de l'être relié à notre essence divine.

Nos sociétés occidentales, telle une Lilith séductrice, nous conditionnent à croire en leur suprématie. Ce film d'une beauté saisissante agit comme un miroir honnête transformant notre regard sur le temps et sur la valeur des choses.

Une scène de tir à l'arc résume à elle seule la différence entre leur rapport à la vie et le nôtre : là où nous cherchons la performance les Maasaï rient même en

Convaincu que l'humanité ne peut grandir qu'en tombant amoureuse d'elle-même.

Saisir l'instant puis le relâcher aussitôt, comme un oiseau que l'on attrape juste pour le caresser avant de le libérer... C'est exactement ce message que nous offre son dernier film *ENCIPAÏ : Un piano chez les Maasaï*.

À travers son école de la fausse note, « *Académie de l'Ascension* » fondée en 2019 avec **Chantal Geoffrey BOURNE**, **Pascal BOURNE**, le psychiatre **Bruno ROUALDÉS** et soutenue notamment par **Pierre RICHARD** et **Brigitte LAHAIE**, il poursuit cette quête de transformation intérieure.

Comme ses précédents films, *ENCIPAÏ* est une ode à la vie. Sans filtres, sans script, sans acteurs il nous offre une rencontre d'âme en symbiose avec des êtres authentiques et simples, porteurs d'une sagesse profonde.

n'ayant pas atteint leurs cibles ; l'essentiel pour eux est d'avoir participé.

La peur, l'angoisse semblent des notions absentes de leur quotidien, eux qui sont habités par la gratitude et honorent la vie, eux qui incarnent les mots de saint Exupéry : « *l'essentiel est invisible pour les yeux* ».

Leur enthousiasme à la fois naïf et profondément instructif lorsqu'ils découvrent le piano, révèle un idéalisme naturel que nous avons perdu, et il nous appartient de reconquérir une âme sublime d'enfant qui porte en elle sa fragilité et sa force.

L'alchimie de leurs corps avec la nature, le vivant, est un vrai enchantement. Cette œuvre révélatrice de nos contradictions nous fait passer par de multiples émotions. C'est une véritable leçon de vie portée par des personnes qui possèdent très peu, mais qui sont heureuses car alignées avec le vivant, vivant en résonance avec le flux de la vie, le règne animal et le règne végétal envers qui ils témoignent un respect total.

Ils nous rappellent que l'humanité est un héritage commun à chérir. Des participants occidentaux sont ressortis profondément transformés comme « remis à l'heure » avec les Maasaï qui chantent, dansent, sautent, mais qui surtout rient malgré les difficultés du quotidien.

Marc Vella en terre maasai



Ce film m'a aussi transportée en pensée vers Haïti, vers cette terre asphyxiée prise en otage, mais où le peuple par une résilience qui défie l'entendement, reste debout malgré une crise humanitaire qui aurait dû les mettre à genoux.

Des passages émouvants peuvent faire couler telle une douce pluie d'Avril une petite larme, surtout quand on prend conscience du sens de la vie, de l'amour, du partage pour laisser la bonté du cœur nous guider.

On a envie de faire partie du voyage, de rencontrer ces êtres porteurs de vérité, de jouer nos fausses notes avec eux, de les prendre dans nos bras avec respect, amour et gratitude pour le cadeau de leur humilité.

Marc VELLA est reconnu pour ces conférences sur la « *Quinte & sens* » et ses stages centrés sur le thème de la fausse note qui sont devenus des références en Développement personnel. Comme il a coutume de le dire : « *Il n'y a pas de nul quand on touche à cet instrument magique qu'est le piano et que nullité peut être entendu comme unité.* ». La musique à son propre langage et nous transporte au-delà des mots vers des horizons sublimes. Démonstration est faite avec les Maasai.

Ce peuple qui se contente du nécessaire, apprécie ce qu'il a, aime de manière inconditionnelle, aide son prochain, respecte toute vie, ce peuple peut provoquer le choc émotionnel et intellectuel nécessaire à notre éveil.

À la fin de ce magnifique documentaire qui est un appel au regard introspectif, Marc Vella paraphrase Alain Peyrefite en disant : « **Quand l'Afrique se réveillera, le monde dansera** ».

ENCIPAÏ est une véritable porte qui s'ouvre sur la vie et nous sort de nos illusions pour avancer avec intelligence main dans la main en ayant conscience que chaque être humain est le prolongement d'un autre.

En ces temps chaotiques on a besoin de cet hommage à la vie et bien évidemment à l'amour pour garder la foi en des lendemains meilleurs qui enchantent, et se souvenir que sans la lumière du cœur pour éclairer nos voies, nous courrons à notre perte.

Antoine de Saint Exupéry disait que « *cette terre nous ne l'héritons pas de nos parents, mais nous l'empruntons à nos enfants* ». Ce Documentaire est une piqûre de rappel pour nous responsabiliser à revoir notre alignement afin de faire un legs efficace à la postérité.



Marc VELLA

Vivement, que cet échange puisse se réaliser en terre Haïtienne pour peindre une toile plus belle, avec des couleurs plus éclatantes, non pour faire oublier les souffrances, les inégalités, les injustices, la déshumanisation, mais pour se rappeler que nous naissons puis nous quittons ce monde sans rien emporter, sinon la trace que nous laissons. Se rappeler que la diversité est une fabuleuse force et que nous aspirons à une seule vérité : Vivre, qu'à l'instar du colibri nous avons chacun notre part à effectuer pour rendre ce monde vivable pour tous.

Paroles tirées de **LE CHANT DES LIBRES** de **Marc VELLA** :

<< Fidèle à lui-même, le libre ne trahit pas son âme. Quoi qu'il arrive, il aime sans attente. Conscient des miracles que chaque instant lui livre, il va souverainement confiant et bienveillant.

<< Affranchi du regard des autres, bâtissant, en les magnifiant sans cesse, ses rêves et ses désirs, il n'attend pas le printemps pour s'ouvrir à la vie et être heureux .IL EST LE PRINTEMPS.>>

Un livret qui est une invitation à l'émerveillement perpétuel, un rendez-vous avec l'abandon menant à l'abondance. Il est un hymne à la joie, un appel à lâcher prise, au monde qui a emprisonné l'amour et mis la peur en liberté.

Martine Milard



GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin

Promotion
Alex Calas

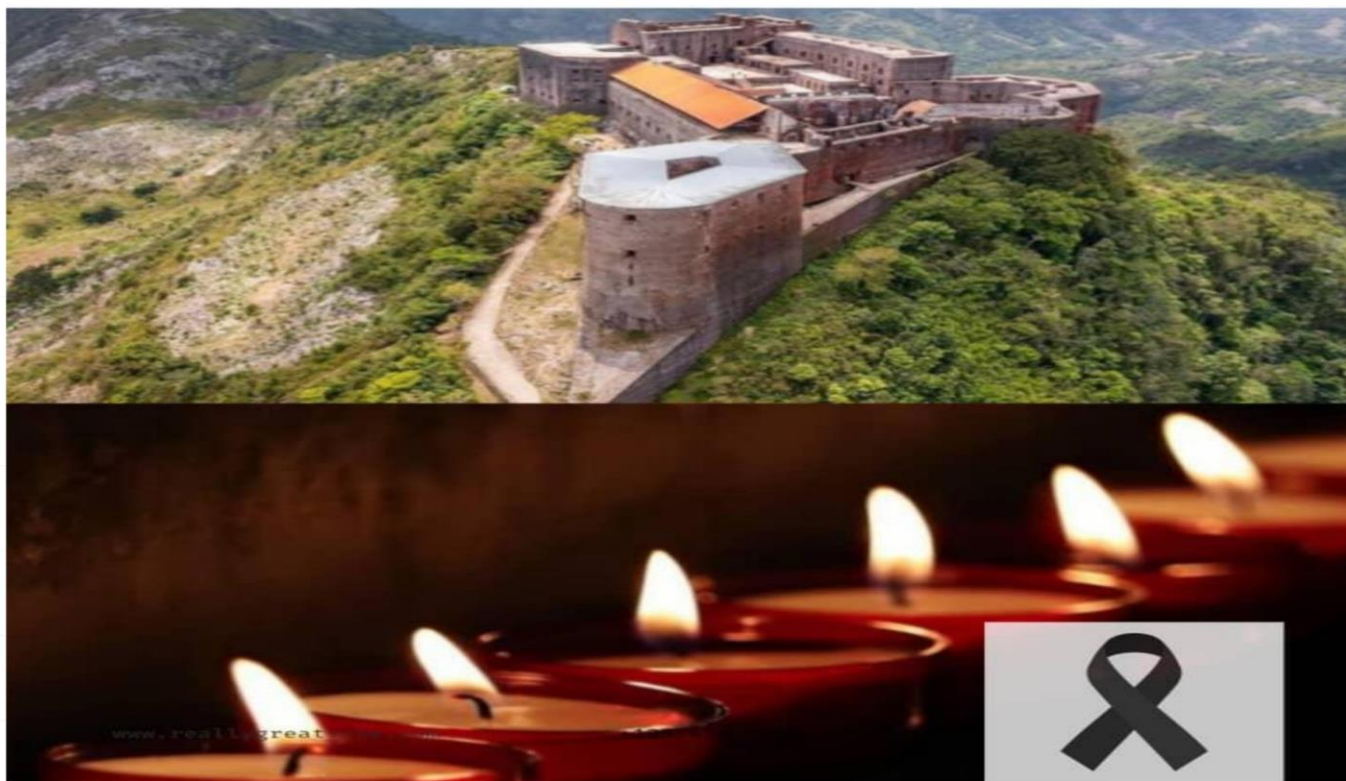
Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité
Jean Robert Lhérisson
Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !



NOTE DE PRESSE

Le Réseau civique pour la promotion des Citoyens se dit profondément consterné par le décès de plus d'une trentaine de jeunes survenu à la Citadelle La Ferrière, à Milot, ce samedi 11 avril 2026, dans des circonstances qui demeurent à ce jour non élucidées.

Le réseau estime que ce drame est la conséquence de l'irresponsabilité de l'État face à ses obligations en matière de sécurité, de prévention et de gestion des sites historiques.

La Citadelle La Ferrière, patrimoine mondial, mérite respect et protection. Elle symbolise la résistance et le combat de nos ancêtres pour la liberté et la dignité.

RECIPROC adresse ses sincères sympathies aux familles des victimes ainsi qu'à tous les proches affectés par cette tragédie.

Le naufrage de la responsabilité étatique et le silence coupable des autorités

Par Alex Calas



Transportant le cadavre d'une victime

Le vent qui siffle sur les hauteurs du *Bonnet-à-l'Évêque* ne porte plus seulement l'écho de notre fierté historique. Depuis les récents incidents tragiques survenus à la Citadelle Laferrière, et leur trentaine de morts, il charrie un parfum d'amertume et de révolte. Ce monument, symbole universel de la liberté et génie architectural classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, est aujourd'hui le théâtre d'une déchéance qui dépasse le simple cadre accidentel. Pour l'Observatoire Haïtien pour le Droit et la Liberté de la Presse (OHDLP), ce drame est le symptôme d'une pathologie profonde : l'irresponsabilité systémique de l'État haïtien et la démission flagrante des autorités régionales du Nord et communales de Milot . Une gestion à la dérive :

L'absence de protocoles de sécurité

L'investigation menée sur les circonstances des récents accidents met en lumière une réalité glaçante : la Citadelle, qui accueille des milliers de visiteurs nationaux et internationaux, fonctionne dans un vide sécuritaire quasi total. Comment un site d'une telle envergure peut-il manquer de services de premiers secours structurés ?

L'accès au site, escarpé et physiquement exigeant, ne dispose d'aucune unité médicale d'urgence permanente. En cas de malaise, de chute ou d'incident grave, le visiteur est livré à la solidarité fortuite des autres touristes ou à l'improvisation des guides. Cette absence de protocoles de gestion de crise n'est pas un manque

de moyens, mais un manque de vision. L'État, à travers l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) et le Ministère de la Culture, semble percevoir la Citadelle comme une simple rente symbolique, oubliant qu'un site touristique est avant tout un espace public sous sa responsabilité juridique et morale. La faillite des autorités communales et locales.

Si l'État central est pointé du doigt, les autorités communales du Cap-Haïtien et de Milot ne sauraient être exemptées de critiques. La gestion de proximité est le premier rempart contre les drames. Pourtant, on observe :

Une absence de régulation du transport :

Les montées vers le monument, souvent effectuées à dos de cheval ou par des sentiers abrupts, ne font l'objet d'aucun contrôle de sécurité rigoureux.

Une opacité financière : Où vont les recettes générées par les entrées du site ? Une fraction infime de ces fonds suffirait à doter le monument d'un poste de

secours moderne et d'une signalétique de danger adéquate. Un désintérêt pour la maintenance préventive : Certains parapets et zones de circulation présentent des signes de faiblesse qui augmentent les risques d'accidents.

Suite page suivante



Le rôle des autorités locales ne doit pas se limiter à la perception de taxes ou à l'organisation de cérémonies protocolaires. Leur mission est de garantir l'intégrité physique de ceux qui foulent le sol de leur commune. Le mutisme des élus locaux face à la répétition des incidents est une insulte à la mémoire de ceux qui ont péri.

Le Droit à l'Information : Un rempart contre l'impunité

L'OHDLP souligne également les obstacles rencontrés par les journalistes d'investigation tentant de faire la lumière sur ces drames. L'accès aux rapports d'incidents (quand ils existent) est souvent verrouillé par une bureaucratie opaque. Le droit à la vérité est un corollaire indispensable au droit à la vie. En dissimulant les failles de gestion, les autorités ne protègent pas l'image du pays ; elles entretiennent un climat d'insécurité qui fera fuir, à terme, les derniers visiteurs courageux. La liberté de la presse est ici un outil de salubrité publique : documenter l'irresponsabilité est le premier pas vers la reddition de comptes.

Vers une obligation de résultats :

Le drame de la Citadelle n'est pas une fatalité. C'est la conséquence logique d'un mépris souverain pour les normes de sécurité publique. L'État haïtien doit comprendre que le prestige d'un monument ne remplace pas la valeur d'une vie humaine.

L'OHDLP exige : Une enquête administrative indépendante sur la gestion des fonds de la Citadelle et les défaillances de sécurité. L'installation immédiate d'un centre médical d'urgence au pied et au sommet du site. Une formation certifiée pour tous les guides et agents du site en matière de secourisme.

Nous ne pouvons plus nous contenter de célébrer les pierres du passé tout en piétinant la sécurité des vivants.

La Citadelle doit rester un monument à la gloire de l'homme, et non un mausolée pour l'incompétence administrative. L'heure n'est plus aux communiqués de sympathie, mais à l'action concrète et à la justice pour les victimes.

Alex Calas

Communicateur, Journaliste, Analyste sociopolitique, Relationniste, Facilitateur Événementiel, Défenseur des Droits Humains et Directeur Exécutif de Observatoire Haïtien pour le Droit et la Liberté de la Presse (OHDLP).

Email : ohdlphaiti@gmail.com

Phone +509 3639 5588

Magazine « Haïti-Espoir »
www.magazinehaitiespoir.site
Facebook : Magazine Haïti-Espoir

FORMER POUR TRANSFORMER



Vue d'une partie de l'assistance

Le Rassemblement pour une Entente Nationale (REN) a inauguré, le Samedi 11 Avril 2026, la 6e promotion de "REN FORMATION", un programme qui s'impose désormais comme un pilier dans la construction d'une jeunesse haïtienne consciente et engagée.

Un lancement porteur d'espoir

La cérémonie, empreinte de ferveur et de détermination, a réuni des acteurs de divers horizons autour d'une même conviction : former pour transformer. Ce slogan, devenu le leitmotiv du programme, traduit la volonté du REN de faire de l'éducation un levier de changement durable.

Former des leaders pour demain

Les participants de cette nouvelle cohorte ne sont pas de simples apprenants. Ils sont appelés à devenir des leaders visionnaires, capables de conjuguer compétences techniques, sens critique et engagement citoyen. REN FORMATION leur offre un espace unique pour :

- Renforcer leurs capacités dans des domaines clés du leadership et du développement communautaire.
- Élargir leurs perspectives en s'ouvrant à des expériences et des réflexions nouvelles.
- Agir en véritables acteurs de changement, porteurs de solutions concrètes pour leur société.

Une vision qui s'enracine

Depuis sa création, REN FORMATION a déjà marqué des centaines de jeunes. Chaque promotion est une graine semée dans le terreau fertile de l'avenir haïtien. La 6e cohorte s'inscrit dans cette continuité, avec l'ambition de faire éclore une génération prête à relever les défis sociaux, économiques et culturels du pays.

La jeunesse au cœur de la transformation

Dans un contexte où Haïti cherche à se réinventer, ce programme apparaît comme une réponse audacieuse : miser sur la jeunesse, investir dans son potentiel et lui donner les outils pour bâtir un avenir plus juste et plus solidaire.

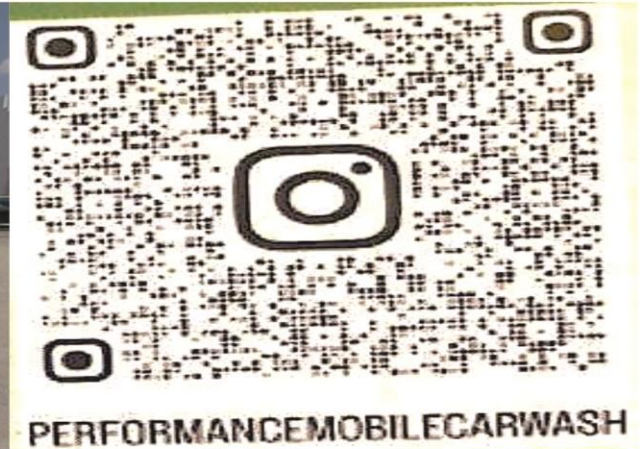
Le lancement de cette 6e promotion n'est pas seulement une étape académique. C'est un signal fort : celui d'une nation qui croit en sa jeunesse et qui choisit de l'accompagner sur le chemin de la transformation.

Moïse Charles



Jimmy Albert, leader du REN

PERFORMANCE MOBILE CARWASH



- Buff Hand
- Spray Wax
- Shampoo Shine
- Bright and Full Detail



- We take pride in making your vehicle!
- Better Service and better Price!
- After 5 washes get one free.

PERFORMANCE CARWASH

Address:
Dade County and Broward County, Miami, Florida, USA.
Phone: 786-226-5619

We take Zelle, Cash App, Venmo, Apple Wallet.

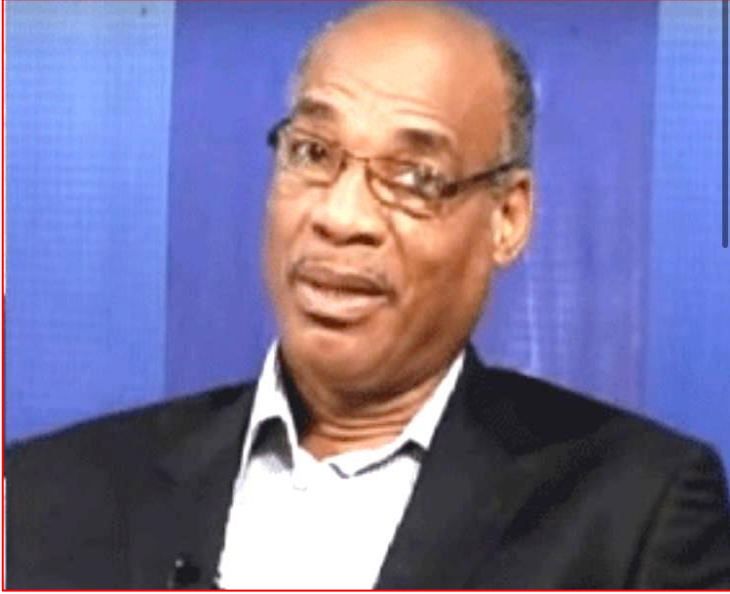
By appointment only.



Jean Volcy, owner, car detail

À quand les élections pour en finir avec la transition ?

Par Jean Hector Anacasis



L'ancien sénateur Jean Hector Anacasis

Les périodes de transition sont perçues comme un outil de maintien du pouvoir par des élites, plutôt qu'une solution démocratique. Puisqu'il faut en chercher le remède, il ne reste qu'à combattre le mal à la racine.

Ainsi, déraciner la corruption, la bureaucratie et en finir avec la transition, serait un travail d'une utilité éclatante. Mais, on ne devrait pas y impliquer les gens

Ne doit-on pas méditer sur les causes et les conséquences de cette déroute due à la bureaucratie traditionnelle qui accable le pays ? La corruption devient un fléau qui paralyse le développement en détournant les ressources publiques, tout en affaiblissant les institutions et en aggravant la pauvreté. Ces méfaits occasionnent la baisse de la croissance économique, la dégradation des services sociaux, tels que : l'éducation, la santé ; ainsi que l'impunité, l'instabilité politique et la détérioration de l'environnement.

La transition est perçue en Haïti comme une tragédie qui n'en finit pas et qui a tendance à se convertir en une gouvernance permanente depuis 1986. Elle est caractérisée par une série de gouvernements provisoires, par l'instabilité politique chronique et par un échec de la gouvernance.

de seconde zone du gouvernement; il faudrait être de la même famille politique pour ne pas le payer de sa vie.

A preuve, le président Jovenel MOÏSE, élu aux élections de 2016-2017, a été assassiné dans la nuit du mercredi 7 juillet 2021.

Genèse de la transition en cours :

Le Premier ministre Ariel HENRY, selon la dernière volonté du président Jovenel MOÏSE, a pris fonction pour le remplacer. Il a joué le rôle de Premier ministre et a exercé du même coup la fonction de chef de l'État. Il est parti, suite aux violences des gangs armés, le 29 février 2024. Suite à l'accord du 3 Avril 2024, un Conseil National de Transition (CPT) de neuf (9) conseillers a été investi à la tête du pays, ayant pour mission d'organiser les élections et d'installer les nouveaux élus le 7 février 2026. Le 28 Avril 2024, les neuf (9) membres du CPT ont installé le Premier ministre Garry Conille comme chef de la Primature. On le présentait comme l'homme de la communauté internationale, dont l'ascension a été qualifiée de météore de la dernière heure. Le 10 novembre 2024, après quatre mois d'exercice de la fonction de chef de gouvernement, il a été démis de ses fonctions de Premier ministre. À cette même date, Alix Didier FILS-AIMÉ a été désigné comme Premier ministre, et est entré en fonction le 11 Novembre 2024.

La cohabitation entre le chef du gouvernement et les membres du Conseil Présidentiel de Transition, s'est instaurée pour garantir la sécurité et organiser les élections avant le 7 Février 2026. Malheureusement, cette cohabitation a failli se transformer en fiasco à la suite d'une tentative de coup d'État mal orchestrée à la fin de leur mandat. Le 7 Février 2026, le départ des neuf (9) membres du Conseil présidentiel de transition a été entériné, à la fin de leur mandat, après diverses pressions exercées par la Communauté Internationale.

Ainsi, après la remise de l'écharpe présidentielle par le coordonnateur du Conseil présidentiel de transition (CPT), Me. Laurent ST.CYR, le Premier ministre, Alix Didier Fils-Aimé, est devenu le seul maître à la barre, car il remplit à la fois le rôle de chef du gouvernement et exerce, du même coup, la fonction présidentielle, à l'instar d'Ariel Henry.

Néanmoins, peu de choses ont changé après plusieurs mois d'exercice de fonction. Et, depuis le départ du PM Ariel HENRY, la terreur des groupes armés n'a pas diminué comme on l'aurait souhaité. Un autre massacre

a été perpétré récemment par les groupes armés à Saviens, localité de l'Artibonite où 70 personnes ont été tuées et plus de 30 autres blessées, selon les responsables de deux organisations de droits humains. Aussi, près de 6000 habitants ont dû s'enfuir des

localités de Jean-Denis et de Pont-Sondé pour éviter les attaques des bandes armées. Et de plus, le gouvernement d'Alix Didier FILS-AIMÉ a été accusé par certains de passivité.



L'ancien Premier Ministre Ariel HENRY

C'est précisément pourquoi tous les gouvernements qui ont perdu leur légitimité face au peuple, se laissent influencer par les intérêts de la communauté internationale, au point qu'ils versent dans le défaitisme. On se voue trop souvent à l'oubli et force est souvent de nous référer au départ d'Ariel HENRY,

Toutefois, l'ironie du sort a voulu que ce fût le docteur Ariel HENRY, qui a succédé au président décédé ; puis vinrent le docteur Garry Conille et l'homme d'affaires Alix Didier FILS-AIMÉ et les neuf (9) membres du CPT, qualifiés de neuf (9) renégats de la classe politique du pays, pour faire le trait d'union entre la répression, l'anarchie et la faillite du système, tout en se regroupant derrière la communauté internationale au détriment de la souveraineté nationale. Car, prévoyant que la violence se développe, les maladies sociales, telles que la criminalité et le viol, augmentent beaucoup plus ; parce que la misère et le kidnapping s'accroissent à une vitesse exponentielle. Lorsqu'on questionne la situation actuelle, le peuple est mécontent parce que la misère est cruelle ? Son mécontentement ne se traduit-il pas par la violence et l'anarchie ?

qui s'était vu interdire l'entrée sur le sol haïtien après un voyage à l'étranger. Pourtant, l'histoire nous avertit assez souvent : plus un gouvernement est attaché à son peuple, plus il travaille au profit de la population en surmontant toutes les contraintes pour mériter sa confiance.

La mission du Gouvernement actuel :

Le double devoir du gouvernement est de **garantir la sécurité, organiser les élections** ; le Premier Ministre FILS-AIMÉ devrait mûrement y réfléchir ? Lui a-t-on conseillé de rester aveugle face à la répression des groupes armés pour se pérenniser dans la fonction de chef de l'État ? Jovenel MOÏSE et Ariel HENRY avaient voulu jouer à ce jeu machiavélique au point que les deux furent lâchés par la communauté internationale, y compris le Vatican.

Quant à la réalisation des élections pour renouveler le personnel politique, certains analystes politiques considèrent le suffrage universel direct comme base de

la démocratie représentative et participative. Par conséquent, les dirigeants politiques doivent pouvoir garantir la sécurité et créer la possibilité pour que la population puisse participer librement et volontairement au choix de ses dirigeants, principalement les parlementaires et le mandataire suprême de la nation. D'autres voient que le processus est rompu par caprice de certains dirigeants. Le président Jovenel Moïse, de son élection en 2016, à son assassinat en 2021, n'avait pas eu le temps d'organiser les joutes électorales en vue de renouveler le personnel politique, conformément à la constitution haïtienne.

Un rappel :

Quant au docteur Ariel Henry, premier ministre choisi avant la mort de Jovenel Moïse, il avait tourné en rond pendant trois ans en exploitant le phénomène de l'insécurité sans prendre des mesures drastiques pour combattre le mal. Mal lui en prit, son départ est dû à l'escalade des groupes armés au point qu'il a été déporté à Porto Rico après un voyage au Kenya. On lui

avait interdit de fouler le sol haïtien. Force est de constater, que l'écartement d'Ariel Henry a créé un vide dans l'appareil d'Etat pendant plusieurs semaines.

En dépit de tout, un *Conseil Présidentiel de Transition (CPT)* a vu le jour suite à l'accord du 3 avril 2024, en remplacement d'Ariel Henry. Le CPT avait fait choix

du Docteur Garry Conille comme chef du gouvernement. Pendant quatre mois, Monsieur Conille n'avait rien fait comme mise en place pour sauver le processus. Cependant le CPT, qui est le géniteur de celui-ci, l'a démis de ses fonctions pour arrogance et incompatibilité de caractère. Ainsi, Alix Didier Fils-

Aimé, ex-candidat à la primature, concurrent de Garry Conille, a pris fonction le 10 novembre 2024 à titre de Premier ministre, avec une feuille de route bien remplie: *rétablir la sécurité, organiser des élections libres, et mener des réformes structurelles avant la fin de la transition.*

La feuille de route du PM Alix Didier Fils-Aimé :



Le PM Alix Didier Fils-Aimé

Le **Redressement Économique** : Promouvoir le développement durable et réhabiliter les infrastructures critiques.

La **Coordination Internationale** : Harmoniser l'aide internationale avec les priorités haïtiennes, sous l'égide des Nations –Unies, de l'OEA et de la CARICOM. La

Elle se concentre sur la sécurité publique, le redressement économique, et la bonne gouvernance. Par contre, les axes prioritaires de la feuille de route d'Alix Didier Fils-Aimé se reposent sur :

La **Sécurité Publique et Nationale** : Stabiliser la situation sécuritaire, lutter contre les gangs et rétablir l'autorité de l'État.

La **Gouvernance Politique** : Faciliter le consensus politique, réformer la constitution et organiser la conférence nationale.

Le **Processus Électoral** : Soutenir la tenue d'élections libres, honnêtes et transparentes pour élire de nouveaux dirigeants.

mise en œuvre de cette feuille de route est un plan dynamique, conçu pour évoluer suivant les circonstances, impliquant une synergie entre le Premier ministre, les ministères et les partis politiques pour une transition structurée.

Fils-Aimé peut-il se tromper ?

Le PM ne s'est-il pas trompé sur les opportunités d'un heureux hasard, ou du moins, paraît-il à lui-même plus satisfait de son titre de Premier ministre et chef de l'exécutif ? Le rôle du premier chef du gouvernement a été bel et bien accepté, vu que la communauté internationale l'a admis. Bien sûr, il y a toujours des contestations subtiles parce que bon nombre de politiciens ont encore du mal à accepter le gouvernement monocéphale avec Didier Fils-Aimé comme seule autorité détenant tout le pouvoir exécutif.

Toutefois, la propulsion de Fils Aimé à la magistrature suprême de l'Etat n'est pas un accident de parcours. Car, son Père, Alix Fils –Aimé, surnommé « Boulon », homme politique de gauche, a été député de Pétion-Ville/Kenscoff et militant révolutionnaire de la gauche

radicale. De plus, feu Alix Fils Aimé était connu pour son engagement contre l'injustice, l'exploitation de l'homme par l'homme. Il avait présidé la Commission Nationale de Désarmement de Démantèlement et de Réinsertion (CNDDR) sous l'Administration de René Préval. Or, le CPT n'a-t-il pas laissé un homme unique exerçant le rôle du pouvoir exécutif à la manière d'Ariel Henry ? Si l'explication ne paraissait pas juste et légitime, parce qu'il a été inconcevable pour certains politiciens que Didier Fils Aimé soit Premier Ministre et Président en même temps. A ce point, la jurisprudence se transforme en réalité et nous ramène à une exigence constitutionnelle majeure dans la recherche d'une solution acceptable rapprochée de la charte fondamentale, la Constitution de 1987 amendée.

Qu'advient-il de Fils-Aimé, si les élections ne sont pas organisées dans les délais impartis ?

Or, en pareil cas, la question qu'on se pose, à savoir : que fera le PM Didier Fils Aimé s'il ne réalise pas les élections dans les délais impartis ? Jusqu'à quel point les leaders politiques accepteraient-ils de continuer avec

une équipe qui n'arrive pas à matérialiser ses promesses ? Il n'en reste pas moins vrai que cette aventure serait diabolique.

Page suivante



Un bureau de vote, élections 2015

Peut-on se permettre d'insister sur les expériences du passé? Parce que la plupart du temps, tous les politiciens sont emportés par leurs passions débridées dans l'exercice du pouvoir, au point qu'ils finissent par oublier très vite le sort de leur prédécesseur.

Ainsi donc, le PM Fils –Aimé va-t-il être différent de ceux qui l'ont précédé? Peut-on affirmer qu'il ne présente pas les mêmes caractéristiques. Tout d'abord, les partis politiques, la société civile et le secteur des affaires sont incapables de s'unir en vue de proposer une alternative viable et fiable. Attention : Le pouvoir politique n'est-il pas l'expression des conflits sociaux entre les protagonistes parce que la crise politique est le sous-produit des différends sociaux ?

En revanche, vu l'importance des élections démocratiques pour en finir avec la transition, à quoi peut-on s'attendre d'Alix Didier Fils Aimé ? Ne va-t-il

pas se trouver dans la même situation que ses prédécesseurs, voire connaître des moments de turbulence politiques beaucoup plus graves? Citons à titre d'exemple, les élections de 2015 - 2016 qui a entraîné le pays dans cette crise où nous en sommes aujourd'hui.

Faudrait-il couper les mauvaises herbes à la racine ou alerter la conscience patriotique de tout un chacun sur les risques de troubles sociaux et le spectre de la guerre civile, afin de sauvegarder la souveraineté nationale ? Parlant de la problématique du sens du devoir, au nom du nationalisme éclairé, et de la forme de cette souveraineté, nous avons été bafoués par la communauté internationale. D'ailleurs, on a de quoi être sceptique pour l'avenir des compatriotes haïtiens.

Anacacis Jean Hector

Ex- Sénateur de la République

Magazine « Haïti-Espoir »

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

Guerre au Moyen-Orient : Son impact sur les prix du carburant aux États-Unis.

Par **Bernadel Joseph**



Depuis plus de six semaines, les prix du carburant ont explosé aux États-Unis, à cause du conflit engagé au Moyen-Orient par les États-Unis et Israël le 28 février 2026 contre l'Iran. Les nouveaux tarifs dépassant les 4 dollars le gallon début Avril 2026. Ils ont donc augmenté de 25 pour cent en comparaison au début Février. Cela impacte fortement les consommateurs malgré la production locale.

Cette hausse de prix, selon certaines données, crée une véritable panique au niveau de l'administration du Président américain Donald Trump, du fait les prix de l'essence atteignent des niveaux jamais vus depuis Septembre 2023. Donc, pour certains consommateurs la hausse est inquiétante et trop brutale. Il existe une sorte de variation en fonction des États. À titre d'exemple, en Californie le prix du gallon d'essence a dépassé les 5.50 dollars. À Hawaï et dans l'État de Washington, il frôle la barre de 5 dollars. Alors qu'il s'affiche à plus de 4 dollars dans le Nevada, l'Oregon, la Floride, en Alaska et Arizona.

Selon les données du *Global Petrole Price*, une plateforme qui suit minutieusement les prix de l'énergie

dans environ 150 pays à travers le monde, les États-Unis avec le chiffre de 24 pour cent, font donc partie des pays à avoir subi la plus forte envolée des tarifs à la pompe. Malgré tout, les États-Unis tentent de calmer la flambée. Ainsi le mois dernier, Washington a lancé le débloqué progressif de 172 millions de baril de pétrole conservés dans ses réserves stratégiques, dans l'effort mondial de 400 millions de barils annoncés par 32 pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Aucun effet sérieux n'a encore été signalé sur les cours de pétrole sur les marchés, avec un baril de Brent qui se vend à plus de 100 dollars.

Avec l'annonce du cessez-le-feu qui a été fait dans la nuit du Mardi 7 au Mercredi 8 Avril 2026, avec une condition jugée indispensable par le président américain, Donald Trump : la réouverture du détroit de d'Ormuz, on s'attendait à une amélioration sur les prix de l'or noir. Mais, avec l'échec des négociations entre les États-Unis et l'Iran, aucun signe d'espoir n'est envisagé, sinon que l'incertitude et la méfiance.

Bernadel Joseph
Jacksonville, Florida

HAITI-ESPOIR



“HAITI-ESPOIR” est une revue hebdomadaire de l’actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d’Haïti et du Monde. La finalité, c’est d’apporter sa pierre à la reconstruction d’Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le ‘libertador’ Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd’hui au fond de l’abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l’éthique, la neutralité et l’objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l’austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de **“HAITI-ESPOIR”** qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

Compte en Gourde de “HAITI-ESPOIR” : 4260-000410.

Compte en USD de “HAITI-ESPOIR” : 4261-000169.

Banque Nationale de Crédit ou BNC.

Merci !

“HAITI-ESPOIR” is a weekly review of national and international news, offering a scientific and independent analysis of major economic, political, social, and cultural events in Haiti and around the world. Its aim is to contribute to the reconstruction of Haïti; a country founded in 1804 following the struggle led by the great emancipators Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines, and the "libertador" Alexandre Pétion, and which today finds itself in dire straits.

True professionals in the social sciences and humanities, always guided by ethics, neutrality, and objectivity, write our articles and reflections. This makes the work arduous, rigorous, but ultimately of high quality. Ease may pass, but rigor remains. We share the magazine online and sometimes in print, free of charge, with a wide audience that has come to embrace us. Every week, our readership eagerly awaits the latest issue of "HAITI-ESPOIR," which informs and educates. And we take great care not to let them down, no matter the difficulties.

If you appreciate our work, encourage us! Your support will allow us to do even more: to better inform you, to better help you understand the underlying causes of events that affect your daily life. This is quite important! "Felix, qui potuit rerum cognoscere causas!" "Blessed is he who has been able to understand the reasons behind things," says the language of Virgil.

"HAITI-ESPOIR" account in Gourde: 4260-000410.

"HAITI-ESPOIR" account in USD: 4261-000169.

“Banque Nationale de Crédit” or “BNC” (a bank in Haiti).

Thank you!